

BUDGET
1999-2000

Plan

budgétaire



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Plan budgétaire 1999-2000

Section 1

Revue de l'évolution de l'économie en 1998 et perspectives

Section 2

**La situation financière du gouvernement en 1998-1999
et les emprunts du secteur public**

Section 3

Orientations budgétaires et financières du gouvernement

Section 1

Revue de l'évolution de l'économie en 1998 et perspectives

Revue de l'évolution de l'économie en 1998	3
❑ Performance exceptionnelle de l'économie américaine malgré un contexte mondial moins favorable	3
❑ Au Québec : une des meilleures performances de la décennie	6
— Une année remarquable pour le marché du travail.....	7
— Des résultats nettement supérieurs aux attentes.....	8
— La demande intérieure, le moteur de l'activité économique en 1998.....	9
— Croissance soutenue des exportations internationales.....	11
Les perspectives de l'économie mondiale en 1999	12
❑ Stabilité de la croissance économique	12
❑ La récession se poursuivra au Japon.....	13
❑ La situation économique demeurera fragile dans les pays émergents	14
❑ Ralentissement prévu en Europe	16
❑ La croissance de l'économie américaine sera moindre qu'en 1998 ...	17
Les perspectives économiques au Québec.....	19
❑ Croissance modérée en 1999	19
❑ Taux d'intérêt généralement bas.....	20
❑ Exportations internationales	21
❑ La demande des ménages.....	22
❑ Investissements des entreprises	23
❑ Comparaison avec les prévisions du secteur privé.....	25

Revue de l'évolution de l'économie en 1998 et perspectives

Cette section dresse un portrait de l'évolution économique au Québec en 1998 et présente les perspectives économiques qui ont servi à l'élaboration du plan budgétaire.

Revue de l'évolution de l'économie en 1998

Performance exceptionnelle de l'économie américaine malgré un contexte mondial moins favorable

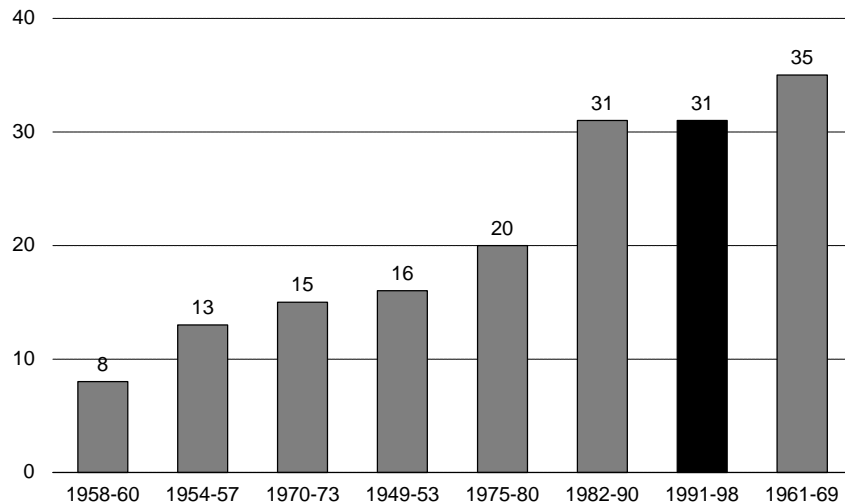
L'environnement économique international s'est détérioré en 1998, plongeant plus du tiers de l'économie mondiale en difficulté. Les économies du Japon et de la région du Sud-Est asiatique sont entrées dans une grave récession et la crise dite « asiatique » s'est propagée à la Russie et au Brésil. La dégradation de l'économie de la plupart des pays émergents a eu des contrecoups sur les marchés financiers et la croissance des pays industrialisés.

Malgré ce contexte défavorable et la réduction des exportations à destination des pays d'Asie touchés par la crise, l'économie américaine a connu une autre performance exceptionnelle en 1998. La croissance économique s'y est établie à 3,9 %, soit plus d'un point de pourcentage de plus que ne le préoyaient les spécialistes de l'économie américaine au même moment l'an dernier.

La vigueur de l'économie aux États-Unis a permis au taux de chômage de diminuer à nouveau et d'atteindre son plus bas niveau depuis le début des années soixante-dix (4,5 %). Malgré la vigueur de l'économie américaine, les pressions inflationnistes sont demeurées faibles et le taux d'inflation a baissé à un niveau comparable à celui des années soixante (1,6 %). Par ailleurs, le gouvernement américain a réalisé son premier surplus budgétaire en 30 ans.

Avec une autre année de croissance économique exceptionnelle, l'expansion de l'économie aura duré jusqu'à présent trente-et-un trimestres. Sa longévité est donc égale à celle du cycle de 1982-1990. Le cycle actuel est donc le deuxième plus long de l'après-guerre, avec seulement quatre trimestres de moins que celui de 1961-1969, dont la durée a été de trente-cinq trimestres.

GRAPHIQUE 1.1

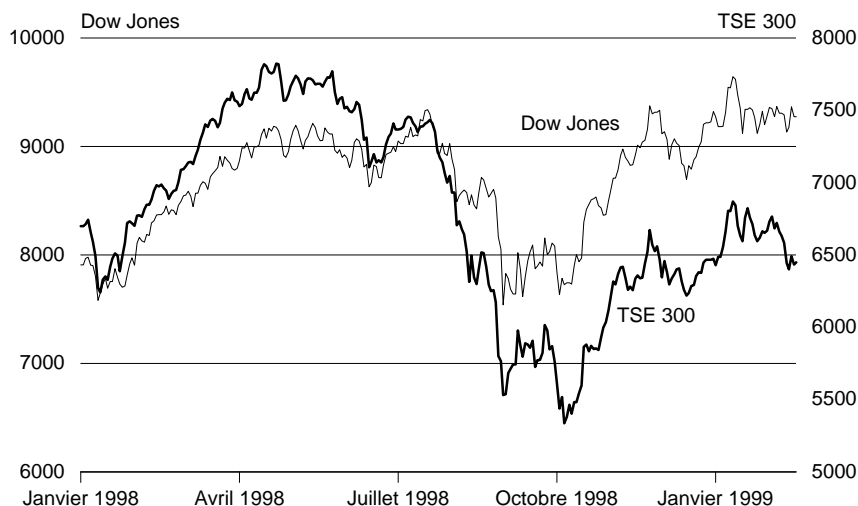
CYCLES ÉCONOMIQUES AUX ÉTATS-UNIS
(nombre de trimestres)

Source : Data Resources Inc.

Malgré ces excellents résultats, les marchés financiers nord-américains ont été secoués par la crise des pays émergents. En particulier, les marchés boursiers ont été très volatiles. Ainsi, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York a reculé de près de 20,0 % vers la fin de l'été, alors que l'indice TSE 300 de la Bourse de Toronto perdait plus de 30,0 % de sa valeur entre le printemps et le début de l'automne.

GRAPHIQUE 1.2

INDICES BOURSIERS — ÉTATS-UNIS ET CANADA

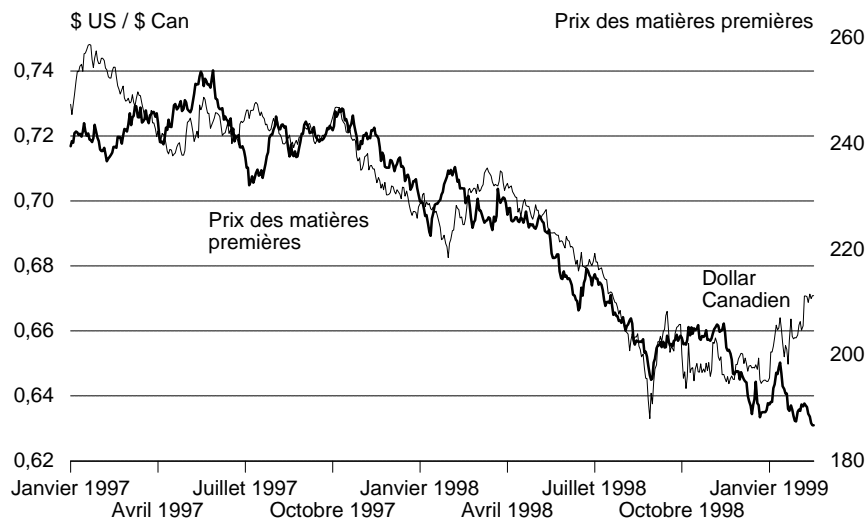


Source : Datastream.

Cette instabilité a amené la Réserve fédérale américaine à réduire de 75 points de base le taux des fonds fédéraux, à 4,75 % au cours des derniers mois de l'année, ce qui a permis de rassurer les investisseurs par la suite. Ainsi, les indices boursiers ont gagné environ 20 % depuis octobre.

La crise financière des pays émergents a également entraîné une forte diminution du prix des matières premières. Le dollar canadien a alors subi une dépréciation marquée, le Canada demeurant un important exportateur de matières premières. La monnaie canadienne a ainsi atteint des creux historiques, passant de 70,0¢ au printemps 1998 à 63,5¢ à la fin du mois d'août.

GRAPHIQUE 1.3

DOLLAR CANADIEN ET PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES⁽¹⁾

(1) Indice de prix du Commodity Research Bureau.
Source : Datastream.

La Banque du Canada a alors été amenée à augmenter de 100 points de base ses taux directeurs à la fin de l'été afin de soutenir le dollar canadien. Toutefois, la baisse des taux d'intérêt amorcée à l'automne par la Réserve fédérale de même que la relative stabilité du dollar canadien (qui s'est même renforcé depuis) ont permis à la Banque du Canada d'annuler en partie cette hausse des taux d'intérêt (baisse de 75 points de base du taux d'escompte à 5,25 % au cours de l'automne).

Au Québec : une des meilleures performances de la décennie

Malgré le contexte international difficile et le grand verglas de janvier 1998, qui a paralysé l'activité économique d'une grande partie du Québec, l'économie québécoise a connu l'une de ses meilleures performances de la décennie. En 1998, le produit intérieur brut réel du Québec a progressé de 2,8 % soit un dixième de plus que l'année précédente.

Une année remarquable pour le marché du travail

Cette bonne tenue de l'économie s'est traduite par une création d'emplois élevée. En 1998, il s'est créé 67 200 emplois, pratiquement tous à plein temps, ce qui représente la plus forte création d'emplois depuis 1994 et la deuxième meilleure performance de la décennie.

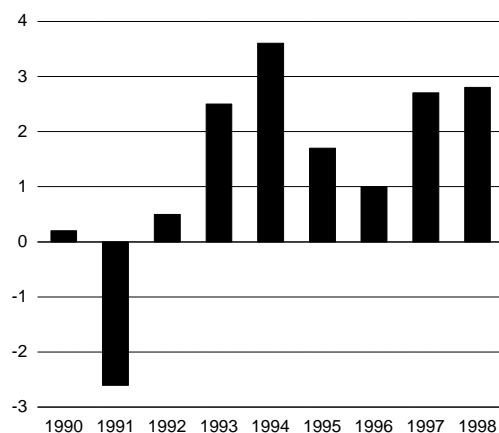
La plupart des secteurs industriels ont connu une augmentation de l'emploi, notamment les services professionnels, scientifiques et techniques (19 600), la fabrication (18 200), le commerce (14 100) et la gestion d'entreprises, les services administratifs et les services de soutien (13 000).

Les jeunes ont été les principaux bénéficiaires de l'évolution favorable de l'emploi en 1998. Plus de la moitié des nouveaux emplois, soit 34 000, ont été comblés par les jeunes. C'est le meilleur résultat depuis 25 ans.

Le taux de chômage a diminué d'un point de pourcentage pour s'établir à 10,4 %, en moyenne, l'an passé. Depuis octobre, le taux de chômage s'est maintenu en-deçà de 10,0 %. Il faut remonter à 1990 pour observer un meilleur résultat.

GRAPHIQUE 1.4

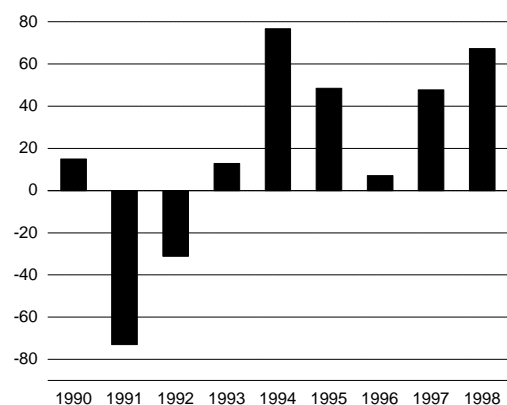
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL — QUÉBEC
(variation en pourcentage)



Source : Bureau de la statistique du Québec.

GRAPHIQUE 1.5

CRÉATION D'EMPLOIS — QUÉBEC
(en milliers)



Source : Statistique Canada.

Des résultats nettement supérieurs aux attentes

Globalement, les résultats de l'évolution de l'économie de l'an dernier ont été meilleurs que prévus lors du Discours sur le budget 1998-1999. La croissance économique a dépassé d'un demi-point de pourcentage la prévision de 2,3 % du budget de l'an dernier pour s'établir, selon les données préliminaires, à 2,8 %.

Le marché du travail a également été plus dynamique qu'attendu avec la création de près de 20 000 emplois de plus et un taux de chômage d'un demi-point de pourcentage de moins que prévus.

Par contre, la croissance du produit intérieur brut en dollars courants s'est révélée plus faible qu'anticipé, soit 2,0 % selon les données préliminaires, au lieu de 3,4 %. Ainsi, pour la première fois depuis que les données sont disponibles (1961), la croissance du produit intérieur brut en dollars courants (2,0 %) a été inférieure à celle du produit intérieur brut en dollars constants (2,8 %). Cela veut dire que l'ensemble des prix du PIB a affiché une diminution de 0,8 %.

Ceci s'explique par la dégradation des termes de l'échange. D'un côté, la dépréciation marquée du dollar canadien s'est traduite par une importante hausse des prix à l'importation. De l'autre, la baisse des prix des matières premières a amoindri la hausse des prix à l'exportation pour plusieurs produits. Ainsi, alors que les prix intérieurs augmentaient de 0,9 %, la dégradation des termes de l'échange se traduisait par une réduction des prix du PIB de 0,8 %.

Excluant le secteur extérieur, la croissance du produit intérieur brut en dollars courants a été supérieure d'un demi-point de pourcentage à la prévision du Budget 1998-1999 et cela grâce à de meilleures performances que prévu des dépenses de consommation des ménages et des investissements résidentiels.

TABLEAU 1.1

BILAN PRÉLIMINAIRE - 1998

(variation en pourcentage)

	Prévisions du Budget 1998-1999	Résultats préliminaires	Écart
Production			
— Produit intérieur brut réel	2,3	2,8	0,5
— Produit intérieur brut	3,4	2,0	-1,4
- excluant le secteur extérieur	2,8	3,3	0,5
Marché du travail			
— Emploi	1,5	2,1	0,6
- en milliers	48,0	67,2	19,2
— Taux de chômage (niveau en %)	10,9	10,4	-0,5

Sources : Bureau de la statistique du Québec et Statistique Canada.

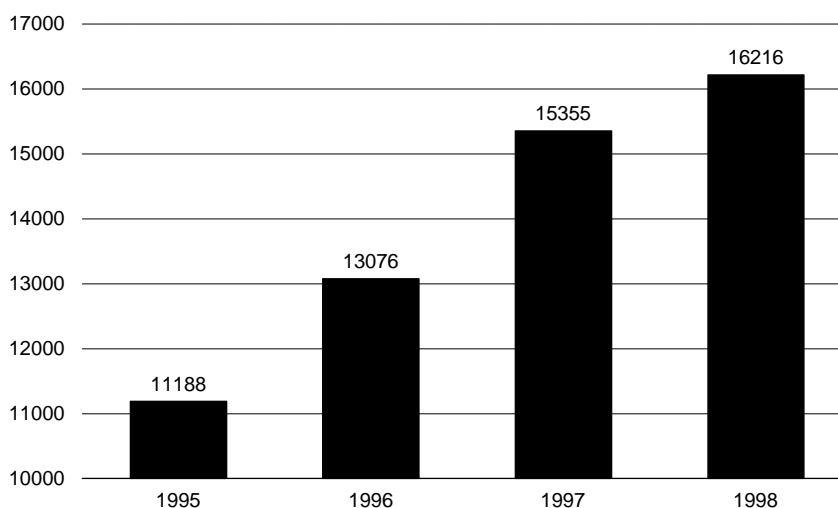
La demande intérieure, le moteur de l'activité économique en 1998

En 1998, la demande intérieure a été le principal moteur de la croissance économique au Québec. Celle-ci a progressé de 3,0 %, soit plus qu'en 1997 (2,1 %).

Les investissements non résidentiels ont été particulièrement vigoureux. Selon la dernière enquête sur les intentions d'investir de Statistique Canada, ceux-ci ont progressé de 8,0 %, soit plus de trois fois le rythme de croissance au Canada.

Le secteur privé a continué à accroître ses investissements pour une sixième année consécutive avec l'injection de quelque 16,2 milliards de dollars en 1998. Avec la nouvelle hausse de 5,6 % en 1998, le secteur privé aura donc augmenté ses investissements de 44,9 % depuis 1995.

GRAPHIQUE 1.6

INVESTISSEMENTS NON RÉSIDENTIELS PRIVÉS AU QUÉBEC
(en millions de dollars)

Source : Statistique Canada.

Les dépenses domiciliaires se sont aussi fortement accrues l'an dernier avec une hausse de 7,1 %, résultat du dynamisme de l'activité dans le marché de la revente et du secteur de la rénovation.

Depuis 1996, le marché de la revente connaît une expansion rapide. Après une hausse totale de 45,7 % entre 1995 et 1997, les commissions immobilières ont enregistré un nouveau gain de 5,7 % en 1998.

Cette hausse de l'activité, jumelée aux travaux de réparation rendus nécessaires à la suite des dommages causés par le grand verglas, a eu des effets positifs pour le secteur de la rénovation. Les dépenses dans ce secteur se sont accrues de 15,0 % l'an dernier.

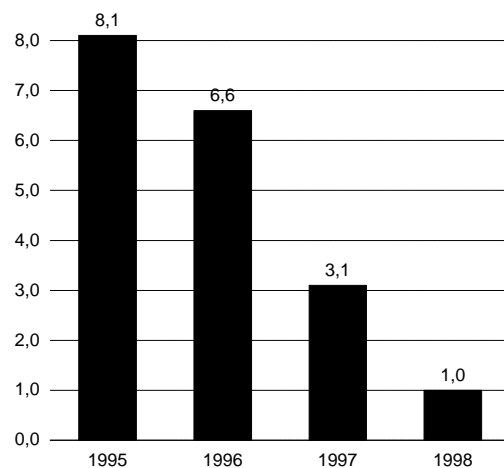
Par contre, le secteur de la construction neuve, encore aux prises avec des surplus, principalement dans le secteur locatif, s'est légèrement replié, de 0,9 % en 1998.

Les hausses de taux d'intérêt de la fin de 1997 et du début de 1998 se sont répercutées sur les dépenses des ménages. En effet, ceux-ci ont accru leurs dépenses de consommation de 2,3 %, ce qui est moins qu'en

1997 alors que la hausse s'était élevée à 3,2 %. Il s'agissait là de la plus forte augmentation annuelle depuis la fin des années quatre-vingt.

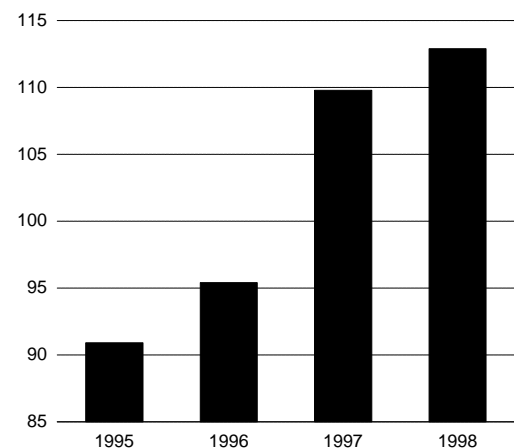
Malgré ce léger ralentissement, les dépenses de consommation ont progressé plus rapidement que le revenu personnel disponible. Il en est résulté une nouvelle baisse du taux d'épargne. Celui-ci s'est établi à un creux sans précédent de 1,0 % en moyenne en 1998. Ce faible taux d'épargne traduit un degré élevé de confiance des consommateurs. Celui-ci a atteint en 1998 son niveau le plus élevé depuis 1988.

GRAPHIQUE 1.7

TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES – QUÉBEC
 (en pourcentage du revenu personnel disponible)


Sources : Bureau de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

GRAPHIQUE 1.8

CONFIANCE DES MÉNAGES - QUÉBEC
 (indice 1991 = 100)


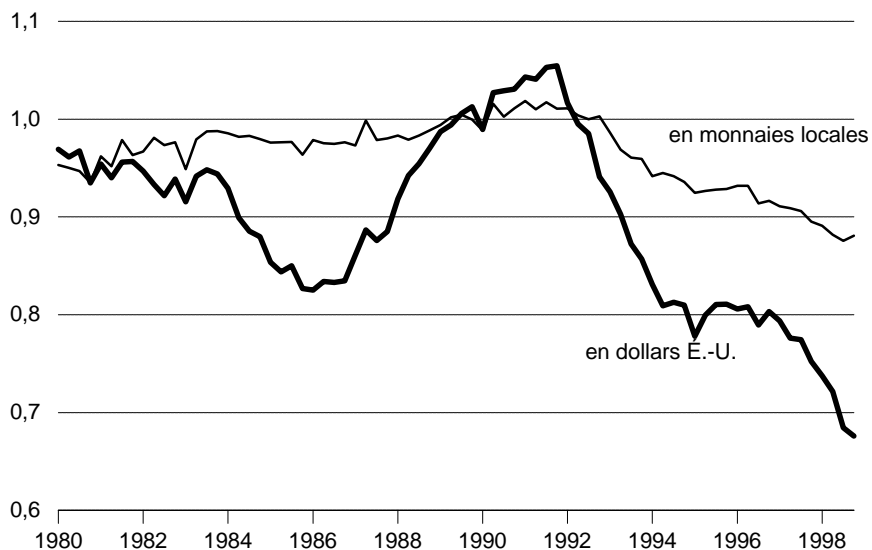
Source : Conference Board du Canada.

Croissance soutenue des exportations internationales

Si la demande des ménages et des entreprises a été l'élément moteur de la croissance économique en 1998, les ventes à l'étranger ont néanmoins continué de progresser à un rythme soutenu. Ainsi, malgré les difficultés économiques croissantes de certains pays, les entreprises exportatrices ont pu bénéficier de la forte croissance de l'économie américaine (3,9 %), de la baisse de la valeur du dollar canadien et d'une plus faible progression des coûts unitaires de main-d'œuvre qu'aux États-Unis. Malgré les grèves dans les secteurs de l'automobile et des pâtes et papiers, le volume des exportations internationales de marchandises du Québec a progressé de 6,3 % en 1998.

GRAPHIQUE 1.9

COÛTS UNITAIRES DE LA MAIN-D'ŒUVRE : QUÉBEC / ÉTATS-UNIS (indices, 1989 = 1,00)



Sources : Ministère des Finances du Québec, Bureau de la statistique du Québec et Data Resources Inc.

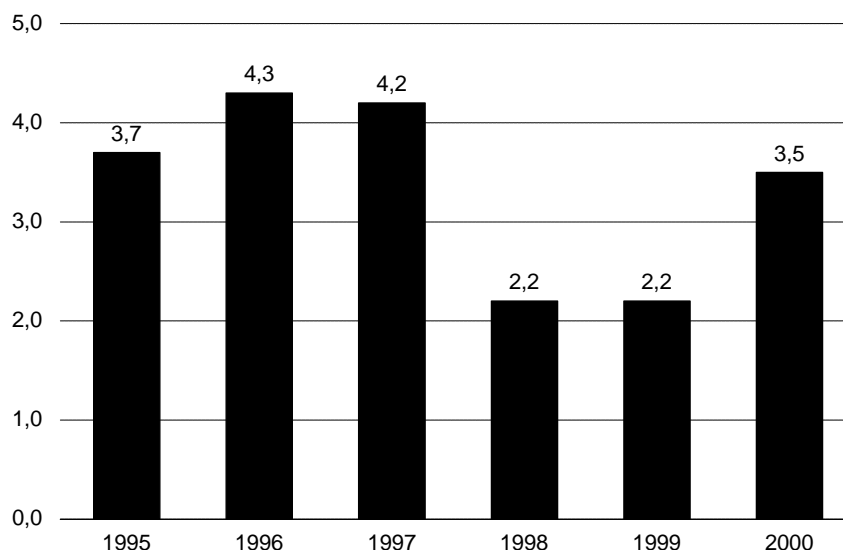
Plusieurs secteurs ont enregistré de fortes croissances en 1998, notamment ceux des avions et pièces d'avions (23,0 %), du bois et matériel de construction (11,2 %), des métaux primaires (9,9 %) et des produits chimiques et dérivés du pétrole (6,0 %).

Les perspectives de l'économie mondiale en 1999

Stabilité de la croissance économique

Selon le FMI, après un fort ralentissement en 1998, la croissance économique mondiale devrait se stabiliser en 1999 pour s'établir à environ 2,2 %, soit comme l'an dernier.

GRAPHIQUE 1.10

CROISSANCE DU PIB RÉEL MONDIAL
(en pourcentage)

Source : FMI.

Toutefois, cette apparente stabilité cache des différences importantes d'un pays à l'autre. D'une part, malgré un certain ralentissement, la croissance économique demeurera vigoureuse aux États-Unis. En contrepartie, les pays de l'Asie du Sud-Est, encore en récession, verront leur économie commencer à se stabiliser alors que le Japon connaîtra un recul semblable à celui de l'an dernier. D'autre part, l'Europe continentale de même que le Royaume-Uni, connaîtront un ralentissement significatif de leur économie. Enfin, la crise des pays émergents s'étend maintenant à l'Amérique Latine.

La récession se poursuivra au Japon

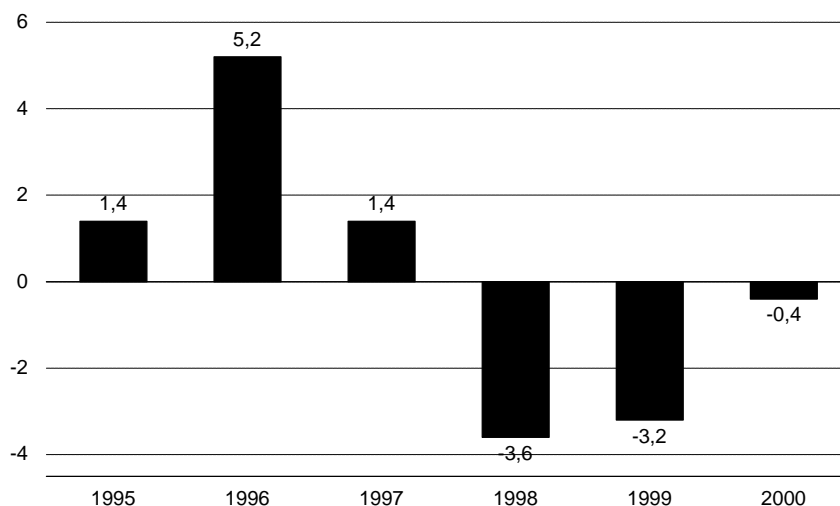
Le Japon connaît actuellement sa pire récession depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'économie nippone étant paralysée par les problèmes structurels importants affectant notamment son système financier : réglementation inadéquate des institutions financières, prêts non performants et affaissement du crédit.

Le gouvernement japonais a, en novembre dernier, présenté un nouveau plan de relance macroéconomique axé sur des travaux publics et des réductions de taxes et d'impôts. Au total, neuf plans de relance macroéconomiques auront déjà été mis en œuvre depuis 1992 sans grand succès, bien qu'ils aient représenté 20 % du PIB. Si ces plans n'ont pas permis de relancer l'économie, ils ont entraîné en revanche une détérioration importante des finances publiques. La dette nippone dépasse maintenant 100 % du PIB, le double de ce qu'elle représentait au début des années quatre-vingt dix.

Selon les experts, la récession économique japonaise devrait se poursuivre jusqu'à l'an 2000 en raison principalement de la faiblesse de la consommation des ménages et des investissements des entreprises.

GRAPHIQUE 1.11

CROISSANCE DU PIB RÉEL AU JAPON (en pourcentage)



Sources : Data Resources Inc. et Datastream.

La situation économique demeurera fragile dans les pays émergents

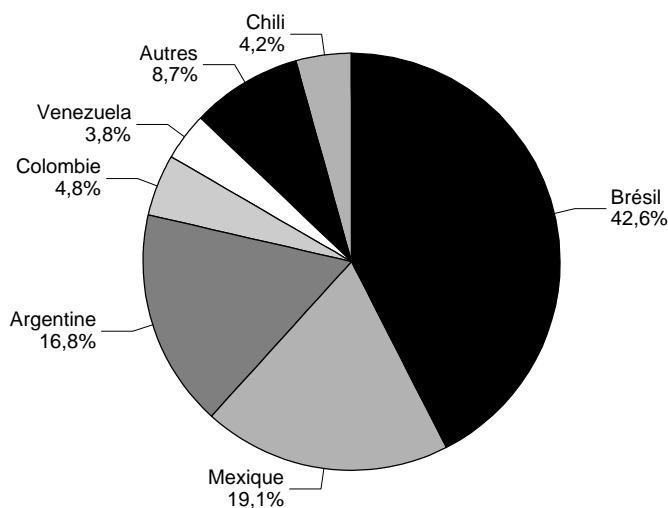
D'après le FMI, bien que la situation semble en voie de se stabiliser dans les pays du Sud-Est asiatique, la croissance économique connaîtra un autre recul en 1999 mais moindre qu'en 1998.

Au Brésil, la crise s'est intensifiée au début de 1999 et le marché boursier y a été fortement secoué. La détérioration rapide de la confiance des investisseurs a alors fortement ébranlé la banque centrale brésilienne. Son président a démissionné à la mi-janvier et son successeur a également été remplacé récemment. De plus, le régime de change fixe a été abandonné au profit d'un régime de change flottant. Depuis, le réal (monnaie brésilienne) a subi une dévaluation de l'ordre de 35 %.

Les risques de propagation de cette crise à l'ensemble de l'Amérique Latine sont importants, le Brésil est la huitième économie au monde et représente environ 43,0 % du PIB de la région.

GRAPHIQUE 1.12

IMPORTANCE DE L'ÉCONOMIE BRÉSILIENNE EN AMÉRIQUE LATINE
(part en pourcentage du PIB de l'Amérique Latine)



Source : Banque Mondiale.

Dans ce contexte, le FMI prévoit que la croissance de l'économie latino-américaine continuera de ralentir. En outre, la croissance du PIB réel du Brésil sera négative en 1999 (-1,0 %).

TABLEAU 1.2

CROISSANCE DU PIB RÉEL EN AMÉRIQUE LATINE
(en pourcentage)

	1997	1998	1999
Amérique Latine	5,1	2,5	1,5
— Argentine	8,6	5,2	3,0
— Brésil	3,2	0,5	-1,0
— Mexique	7,0	4,6	3,0
— Venezuela	5,1	-2,5	0,1

Source : FMI.

Ralentissement prévu en Europe

Au Royaume-Uni, le resserrement monétaire de la mi-année de 1997 à la mi-année de 1998, la vigueur de la livre sterling ainsi que le contexte international défavorable entraîneront un ralentissement important de l'économie. La croissance passera donc de 2,3 % en 1998 à 1,0 % en 1999.

TABLEAU 1.3

CROISSANCE DU PIB RÉEL EN EUROPE
(en pourcentage)

	1997	1998	1999
Royaume-Uni	3,5	2,3	1,0
Zone euro	2,5	2,9	2,2
— Allemagne	2,2	2,6	1,6

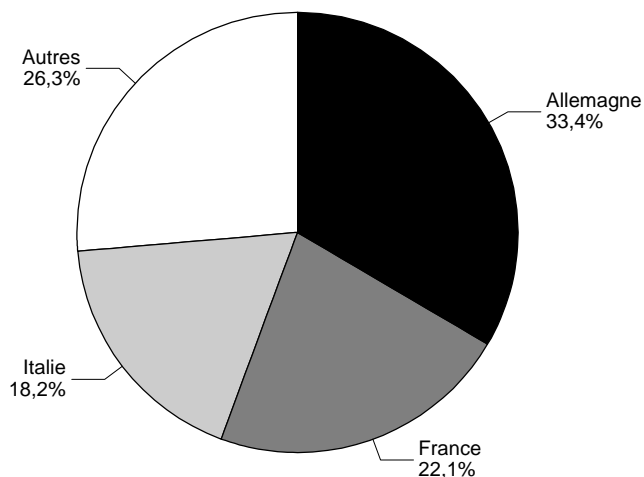
Source : Data Resources Inc. et Datastream.

Les pays de l'Union économique et monétaire (zone euro) connaîtront également un certain ralentissement de leur économie, qui sera toutefois plus marqué en Allemagne, l'économie la plus importante de l'Europe des onze.

GRAPHIQUE 1.13

IMPORTANCE DE L'ÉCONOMIE ALLEMANDE AU SEIN DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

(part en pourcentage du PIB de l'Union économique et monétaire)

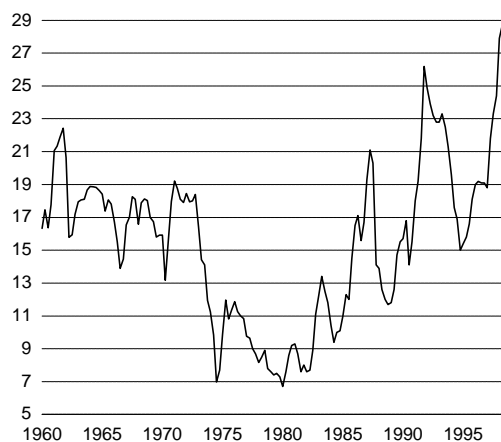


Source : Eurostat.

La croissance de l'économie américaine sera moindre qu'en 1998

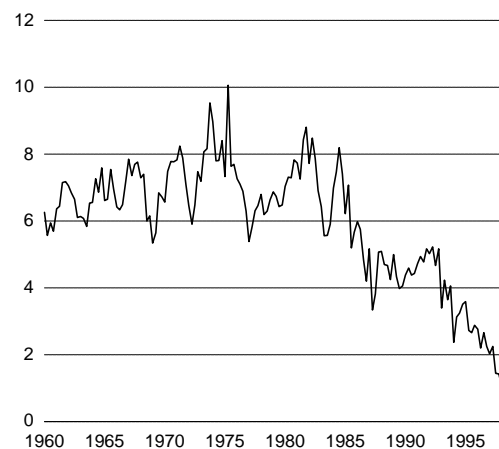
Malgré la performance exceptionnelle de l'économie américaine, certains déséquilibres se sont aggravés en cours d'année : déficit record du compte courant, ratio cours/bénéfices très élevé et faiblesse sans précédent du taux d'épargne des ménages.

GRAPHIQUE 1.14

Bourse de New York : ratio cours/bénéfices

Source : Data Resources Inc.

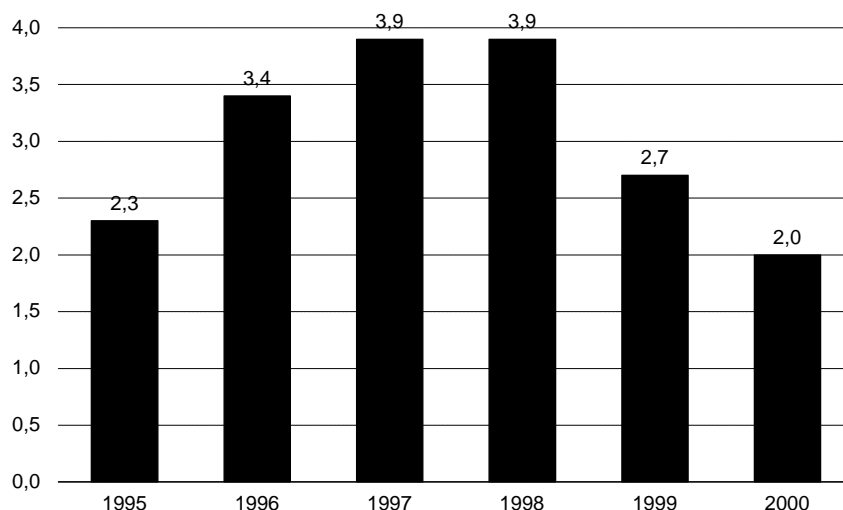
GRAPHIQUE 1.15

**Taux d'épargne des ménages – États-Unis
(en pourcentage du revenu disponible)**

Source : Data Resources Inc.

Dans ce contexte, les dépenses de consommation devraient croître à un rythme plus modeste. Ainsi, la croissance de l'économie américaine devrait ralentir en 1999, passant de 3,9 % en 1998 à 2,7 % en 1999 puis à 2,0 % en 2000.

GRAPHIQUE 1.16

CROISSANCE DU PIB RÉEL — ÉTATS-UNIS
(en pourcentage)

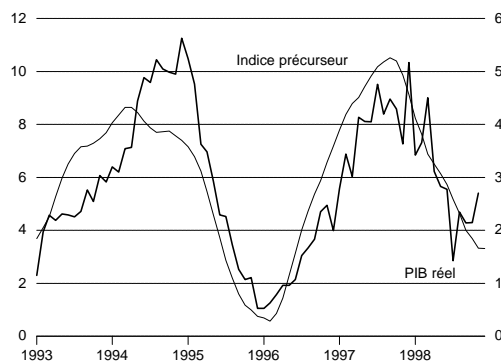
Source : Data Resources Inc.

Les perspectives économiques au Québec***Croissance modérée en 1999***

Dans un contexte international et financier entaché d'incertitude et avec le ralentissement de l'économie américaine prévu par les experts, l'économie québécoise devrait croître moins rapidement en 1999 qu'en 1998. Au Canada, les indicateurs avancés de la croissance économique suggèrent déjà un certain ralentissement au cours des prochains mois. C'est le cas, entre autres, de l'évolution de la masse monétaire, qui généralement précède d'environ six à neuf mois la croissance économique.

GRAPHIQUE 1.17

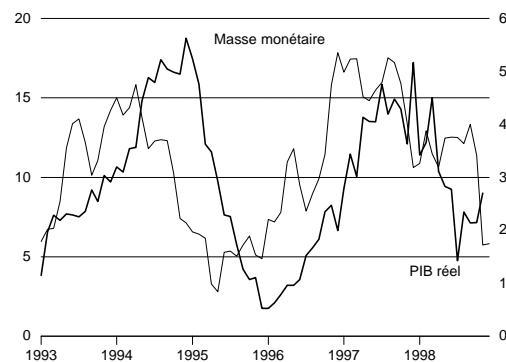
INDICE PRÉCURSEUR ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE — CANADA
(variation annuelle en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 1.18

MASSE MONÉTAIRE ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE — CANADA
(variation annuelle en pourcentage)



Sources : Banque du Canada et Statistique Canada.

Ainsi, la croissance économique au Canada devrait s'établir à 2,4 % cette année et à 2,8 % l'an prochain.

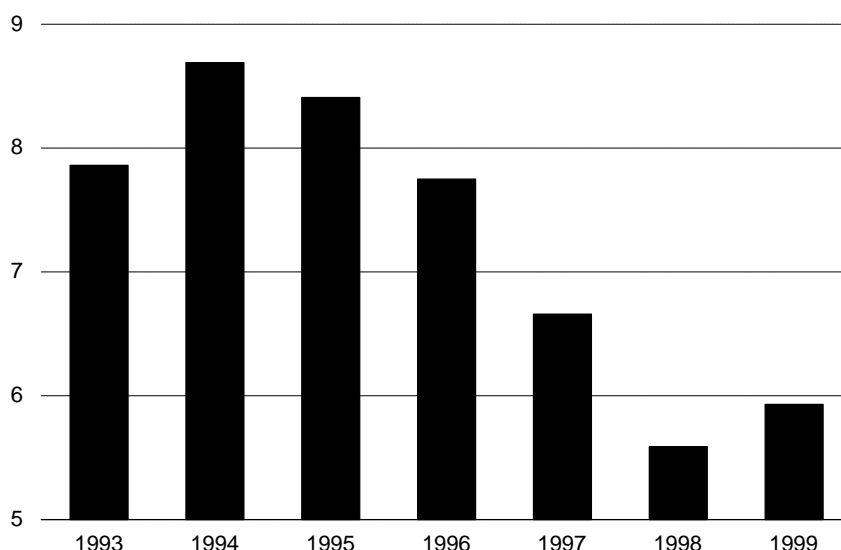
Au Québec, la croissance économique devrait s'établir à 2,1 % en 1999. Les conditions sur le marché du travail devraient demeurer généralement favorables avec la création de quelque 54 000 nouveaux emplois cette année et le taux de chômage devrait, en moyenne, s'établir à 9,9 %.

Taux d'intérêt généralement bas

Le contexte de croissance modérée de l'économie nord-américaine se soldera par le maintien des taux d'intérêt de court terme à des niveaux relativement bas au Canada comme aux États-Unis.

L'assainissement des finances publiques de même que les faibles pressions inflationnistes en Amérique du Nord seront également favorables aux taux d'intérêt de long terme. Ceux-ci demeureront donc bas en 1999, tant aux États-Unis qu'au Canada.

GRAPHIQUE 1.19

TAUX DES OBLIGATIONS À 30 ANS - CANADA
(en pourcentage)

Sources : Banque du Canada et ministère des Finances du Québec.

Exportations internationales

Malgré le ralentissement économique attendu chez notre principal partenaire commercial, le volume des exportations internationales de biens devrait augmenter de façon soutenue cette année. Grâce à un taux de change favorable par rapport au dollar américain et à la faible progression des coûts unitaires de main-d'œuvre, les entreprises exportatrices pourront continuer à accroître leur présence sur le marché américain. Ainsi, le volume des exportations internationales de marchandises devrait croître de 6,6 % cette année.

La demande des ménages

L'impact retardé des hausses des taux d'intérêt et le niveau élevé de l'endettement constitueront un frein à la consommation. De plus, les ménages n'ont presque plus de marge de manœuvre pour réduire davantage leur taux d'épargne afin de soutenir leur consommation. Dans ce contexte, les dépenses des consommateurs devraient croître de 1,8 % cette année.

GRAPHIQUE 1.20

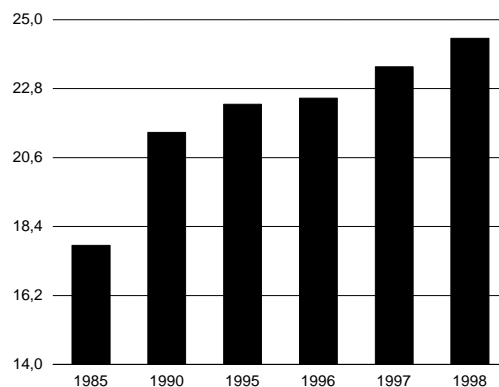
TAUX D'INTÉRÊT PRÉFÉRENTIEL — CANADA
(en pourcentage)



Source : Banque du Canada.

GRAPHIQUE 1.21

DETTE À LA CONSOMMATION — QUÉBEC
(en pourcentage du revenu disponible)



Source : Bureau de la statistique du Québec.

La construction domiciliaire connaîtra une autre année de croissance. Toutefois, à 2,2 %, celle-ci sera moindre que celle enregistrée en 1998. Le marché de la revente, en forte progression depuis trois ans, devrait ralentir cette année en raison de l'épuisement du stock excédentaire de logements mis en vente. Cette situation, ainsi que la baisse du taux d'inoccupation dans le secteur locatif, favoriseront, par contre, le marché de l'habitation neuve. Dans ce contexte, les mises en chantier devraient progresser de 9,1 % pour atteindre 25 600 unités cette année.

Après une année exceptionnelle qui les a vues croître de 15 %, en raison, entre autres, des travaux de réparation occasionnés par le grand verglas, les dépenses de rénovation devraient demeurer stables en 1999.

Investissements des entreprises

Grâce, entre autres, à l'accélération des travaux dans les grands chantiers comme le projet d'Alcan à Alma et de Magnola à Asbestos, les investissements des entreprises connaîtront une autre année de croissance en 1999.

Selon la plus récente enquête sur les intentions d'investir de Statistique Canada, les investissements non résidentiels du secteur privé au Québec devraient croître de 4,4 % cette année, alors qu'une baisse de 2,3 % est attendue dans l'ensemble du Canada. Ainsi, pour une deuxième année d'affilée, la croissance des investissements non résidentiels réalisés par le secteur privé au Québec surpassera la moyenne canadienne.

Depuis 1995, ceux-ci auront progressé de 51,3 % soit beaucoup plus qu'au Canada (33,2 %) ou qu'en Ontario (32,9 %).

Le secteur de la fabrication (24,5 %) et du commerce (16,9 %) feront partie des secteurs les plus dynamiques. En particulier, dans le secteur de la fabrication, d'importantes hausses sont attendues dans les industries des métaux primaires (80,2 %), des produits minéraux non-métalliques (62,3 %), des pâtes et papier (20,3 %) et du matériel de transport (19,6 %).

TABLEAU 1.4

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
 (variation en pourcentage)

	1998	1999	2000
PRODUCTION			
— Produit intérieur brut réel	2,8	2,1	2,3
— Produit intérieur brut	2,0	2,9	4,2
ÉLÉMENTS DE DÉPENSES			
— Consommation	3,7	3,1	3,5
— Mises en chantier ('000)	23,5	25,6	30,1
— Investissements non résidentiels	8,0 ⁽¹⁾	0,9 ⁽¹⁾	0,8
— Exportations internationales de marchandises ⁽²⁾	6,3	6,6	4,3
ÉLÉMENTS DE REVENUS ET PRIX			
— Salaires et traitements	3,0	3,4	3,1
— Revenu personnel	2,5	3,1	3,4
— Bénéfices des sociétés	-4,4	-1,9	9,2
— Prix à la consommation	1,4	1,3	1,7
MARCHÉ DU TRAVAIL			
— Population active	0,9	1,1	1,1
— Emploi	2,1	1,6	1,3
— en milliers	67	54	47
— Taux de chômage (niveau en %)	10,4	9,9	9,7
TAUX D'INTÉRÊT – Canada (niveau en %)			
— Bons du Trésor, 3 mois	4,7	5,3	5,6
— Obligations canadiennes, 30 ans	5,6	5,9	6,2

(1) Statistique Canada, Investissements privés et publics.

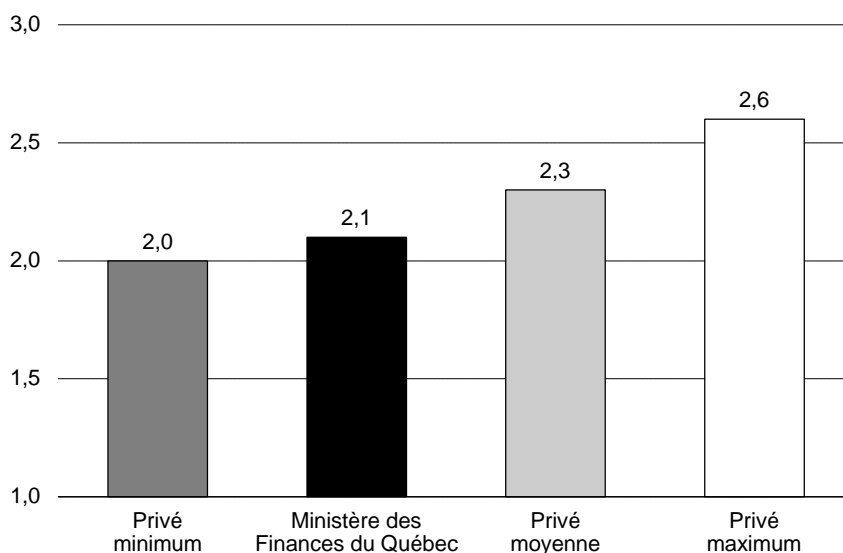
(2) Dollars constants de 1992.

Comparaison avec les prévisions du secteur privé

Les analystes du secteur privé prévoient que la croissance économique se poursuivra en 1999 au Québec. Ceux-ci anticipent en moyenne une croissance de 2,3 % cette année et certains voient même l'économie croître de 2,6 %. Les prévisions qui ont servi à l'élaboration du plan budgétaire sont inférieures à celles du secteur privé et se situent même près de la borne inférieure des prévisions du secteur privé.

GRAPHIQUE 1.22

CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC – 1999 COMPARAISON AVEC LES PRÉVISIONS DU SECTEUR PRIVÉ (variation en pourcentage)



Source : D'après un relevé du ministère des Finances du Québec.

Quant aux prévisions d'inflation, celles du présent budget sont inférieures à la moyenne du secteur privé. À l'inverse les taux d'intérêt prévus sont significativement plus élevés.

TABLEAU 1.5

COMPARAISON AVEC LES PRÉVISIONS DU SECTEUR PRIVÉ — QUÉBEC
 (en pourcentage)

	Secteur privé	Ministère des Finances du Québec
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL		
1999	2,3	2,1
2000	2,5	2,3
PRIX À LA CONSOMMATION		
1999	1,5	1,3
2000	1,8	1,7
TAUX D'INTÉRÊT		
Court terme		
1999	4,5	5,3
2000	4,7	5,6
Long terme		
1999	5,3	5,9
2000	5,6	6,2

Source : D'après un relevé du ministère des Finances du Québec.

Section 2

La situation financière du gouvernement en 1998-1999 et les emprunts du secteur public

Les opérations financières du gouvernement	3
<input type="checkbox"/> Les revenus budgétaires	6
<input type="checkbox"/> Les dépenses budgétaires	12
<input type="checkbox"/> Les opérations non budgétaires	15
<input type="checkbox"/> Le financement.....	17
<input type="checkbox"/> Les remboursements d'emprunts	23
<input type="checkbox"/> La dette du gouvernement.....	24
Les emprunts et les investissements du secteur public.....	26
Données historiques et résultats préliminaires.....	32
Opérations financières du gouvernement du Québec	
<input type="checkbox"/> Sommaire	32
<input type="checkbox"/> Revenus budgétaires.....	33
<input type="checkbox"/> Dépenses budgétaires.....	34
<input type="checkbox"/> Opérations non budgétaires	35
<input type="checkbox"/> Opérations de financement	37
Emprunts réalisés en 1998-1999 pour le Fonds consolidé du revenu	38
Emprunts réalisés en 1998-1999 pour les organismes consolidés	39
Emprunts réalisés en 1998-1999 par le gouvernement pour financer principalement les établissements des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	40
Emprunts réalisés en 1998 par Hydro-Québec.....	41
Annexes	
2.1 Données du Discours sur le budget 1998-1999 selon le nouveau cadre comptable du gouvernement.....	43
2.2 Liste des organismes consolidés	47
2.3 Impact du grand verglas de janvier 1998 sur les équilibres financiers du gouvernement	51

Les opérations financières du gouvernement⁽¹⁾

Objectif de déficit «zéro»
atteint en 1998-1999 :
1 200 millions de dollars
de moins que prévu

Les résultats préliminaires des opérations financières du gouvernement pour l'année se terminant le 31 mars 1999 indiquent que l'engagement du gouvernement d'éliminer le déficit aura été réalisé en 1998-1999, soit un an plus tôt que l'échéancier prévu dans la Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire. Il s'agit d'une réduction de 1 200 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget du 31 mars 1998 et d'une diminution de 2 177 millions de dollars par rapport au déficit enregistré en 1997-1998.

Les revenus budgétaires consolidés de l'exercice financier 1998-1999 sont plus élevés qu'anticipé au dernier budget de 2 806 millions de dollars. Cet accroissement des revenus s'explique par des révisions à la hausse de 1 164 millions de dollars des revenus autonomes et de 1 642 millions de dollars des transferts du gouvernement du Canada.

Par ailleurs, les dépenses budgétaires consolidées sont révisées à la hausse de 1 606 millions de dollars, pour atteindre 45 663 millions de dollars. Cette variation reflète, entre autres, l'impact des investissements dans le secteur de la santé et des services sociaux et celui de l'éducation annoncés au présent Discours sur le budget. Quant au service de la dette, il est révisé à la baisse de 806 millions de dollars par rapport au niveau prévu au moment du dernier budget. Cette révision provient essentiellement de la baisse du taux d'intérêt applicable au compte des régimes de retraite suite à la réévaluation actuarielle de 1998.

Surplus financiers nets de
385 millions de dollars :
1 412 millions de dollars
de plus que prévu

Pour leur part, les besoins financiers nets consolidés établis à 1 027 millions de dollars au dernier budget sont devenus des surplus financiers nets de 385 millions de dollars. Il s'agit d'une amélioration de 1 412 millions de dollars par rapport à la prévision du budget de mars 1998. Cette variation reflète la réduction du déficit de 1 200 millions de dollars et une hausse de 212 millions de dollars du surplus des opérations non budgétaires.

Du côté des opérations de financement, on constate principalement une hausse de 2 300 millions de dollars du niveau de l'encaisse, provenant d'opérations de financement par anticipation au 31 mars 1999, et une augmentation de 818 millions de dollars de la variation de la dette directe par rapport à la prévision initiale.

(1) Les données de cette section sont présentées selon le nouveau cadre comptable du gouvernement mis en place en 1997-1998.

TABLEAU 2.1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES
(en millions de dollars)

	1997-1998	1998-1999	
	Résultats réels	Discours sur le budget du 1998-03-31 ⁽¹⁾	Résultats préliminaires ⁽²⁾
Opérations budgétaires			
Revenus autonomes	35 749	36 497	37 661
Transferts du gouvernement du Canada	5 990	6 360	8 002
Total des revenus	41 739	42 857	45 663
Dépenses d'opérations	- 36 556	- 35 993	- 38 405
Service de la dette	- 7 360	- 8 064	- 7 258
Total des dépenses	- 43 916	- 44 057	- 45 663
Déficit	- 2 177	- 1 200	0
Opérations non budgétaires			
Placements, prêts et avances	- 1 315	- 1 415	- 1 341
Immobilisations	- 214	- 453	- 246
Régimes de retraite	1 888	2 041	919
Autres comptes	443	—	1 053
Surplus	802	173	385
Besoins financiers nets	- 1 375	- 1 027	385
Opérations de financement			
Variation de l'encaisse	164	—	- 2 300
Variation de la dette directe	1 295	2 127	2 945
Fonds d'amortissement des régimes de retraite ⁽³⁾	- 84	- 1 100	- 1 030
Total du financement des opérations	1 375	1 027	- 385

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

- (1) À des fins de comparaison, les données du Discours sur le budget du 31 mars 1998 ont été ajustés pour tenir compte du nouveau cadre comptable du gouvernement. Le détail de ces ajustements est présenté à l'annexe 2.1.
- (2) Les résultats préliminaires pour 1998-1999 sont établis sur la base des données réelles enregistrées d'avril 1998 à janvier 1999 et d'une estimation arrêtée au 26 février 1999 des résultats des mois de février et mars pour lesquels des transactions seront inscrites, jusqu'à la fermeture des livres, aux opérations de l'année 1998-1999.
- (3) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite du secteur public. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et portés en diminution des intérêts inscrits au compte des régimes de retraite.

L'impact de la consolidation sur le déficit 1998-1999

La liste des nouveaux organismes consolidés, excluant les entreprises du gouvernement dont les bénéfices nets sont comptabilisés à la valeur de consolidation, est présentée à l'annexe 2.2. Les revenus provenant de ces organismes totalisent 1 935 millions de dollars, en hausse de 135 millions de dollars par rapport au Discours sur le budget de mars dernier. Quant aux dépenses, elles représentent 1 975 millions de dollars, soit 120 millions de dollars de plus qu'au dernier budget. Ces variations proviennent notamment de la hausse du volume d'opérations de certains organismes.

Les résultats nets des organismes consolidés ont pour effet d'augmenter le déficit du gouvernement de 40 millions de dollars, soit 15 millions de dollars de moins que prévu au Discours sur le budget de mars 1998.

TABLEAU 2.2

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS NETS DES ORGANISMES CONSOLIDÉS⁽¹⁾
 (en millions de dollars)

	1997-1998	1998-1999		
	Résultats réels	Discours sur le budget du 1998-03-31	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget
Revenus autonomes	1 441	1 537	1 645	108
Transferts du gouvernement du Canada	318	263	290	27
Total des revenus	1 759	1 800	1 935	135
Dépenses d'opérations	- 1 147	- 1 236	- 1 367	- 131
Service de la dette	- 569	- 619	- 608	11
Total des dépenses	- 1 716	- 1 855	- 1 975	- 120
Résultats nets	43	- 55	- 40	15

N.B.: Une montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Excluant les entreprises du gouvernement comptabilisées à la valeur de consolidation. Les données apparaissant à ce tableau excluent les transactions effectuées avec d'autres entités à l'intérieur du périmètre comptable du gouvernement.

Les revenus budgétaires

Pour l'année financière 1998-1999, les revenus budgétaires s'élèvent à 45 663 millions de dollars, soit une hausse de 9,4 % par rapport aux résultats de 1997-1998. La croissance des revenus autonomes est de 5,3 %, alors que celle des transferts fédéraux atteint 33,6 %.

Les revenus autonomes

Les revenus autonomes sont augmentés de 1 164 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 1998-1999. Ce résultat découle pour 793 millions de dollars d'une performance économique meilleure que prévu en 1998 et de la récurrence des revenus supplémentaires enregistrés à la fin de 1997-1998. Par ailleurs, les revenus des entreprises du gouvernement s'établissent maintenant à 263 millions de dollars de plus qu'initialement anticipé. Enfin, les revenus des organismes consolidés inclus dans le périmètre comptable du gouvernement sont augmentés de 108 millions de dollars.

TABLEAU 2.3

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES (en millions de dollars)

	1997-1998	1998-1999			
	Résultats réels	Discours sur le budget du 1998-03-31	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 1997-1998 (%)
Impôt sur le revenu des particuliers	14 389	14 588	15 038	450	4,5
Fonds des services de santé	3 893	4 010	4 057	47	4,2
Impôts des sociétés	3 443	3 046	3 265	219	- 5,2
Ventes au détail	5 488	6 264	6 231	- 33	13,5
Tabac	323	395	490	95	51,7
Entreprises du gouvernement	2 734	2 758	3 021	263	10,5
Organismes consolidés	1 441	1 537	1 645	108	14,2
Autres sources	4 038	3 899	3 914	15	- 3,1
Total des revenus autonomes	35 749	36 497	37 661	1 164	5,3

À l'impôt sur le revenu des particuliers, les revenus prévus sont révisés à la hausse de 450 millions de dollars. L'essentiel de cette révision s'explique par le suivi des rentrées fiscales qui indique, tel que confirmé par les données sur l'emploi, que la croissance des salaires et traitements

en 1998 a été supérieure à celle prévue. De plus, il est maintenant estimé que les remboursements d'impôt à effectuer avant le 1^{er} avril 1999 seront moins élevés qu'anticipé. Ce résultat découle des modifications apportées aux déclarations d'impôt, notamment l'introduction de la déclaration conjointe de revenu. Enfin, le traitement des déclarations d'impôt des contribuables à l'égard de l'année d'imposition 1997, effectué depuis avril dernier, montre que l'impôt à payer est supérieur à celui anticipé au moment du budget.

En raison des salaires et traitements plus élevés qu'attendu, les cotisations au Fonds des services de santé sont également augmentées, la révision par rapport au budget 1998-1999 atteignant 47 millions de dollars.

Les revenus à l'égard des impôts des sociétés sont haussés de 219 millions de dollars malgré une croissance des bénéfices des sociétés plus faible que prévu en 1998. Ce résultat est attribuable principalement à la récurrence des revenus supplémentaires enregistrés à la fin de 1997-1998 et au fait que le traitement des déclarations d'impôt de 1997, effectué depuis avril dernier, montre un revenu imposable supérieur aux prévisions initiales.

Par ailleurs, bien que la croissance de l'assiette de la taxe de vente du Québec ait été plus importante qu'anticipé, les revenus sont révisés à la baisse de 33 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 1998-1999. Cette situation découle de la diminution de 95 millions de dollars des revenus de la taxe sur les ventes au détail et de la hausse d'un montant identique des taxes sur le tabac suite à la mesure annoncée en juin dernier visant à limiter la contrebande de cigarettes. En effet, depuis le 23 juin 1998, la taxe sur les ventes au détail applicable aux produits du tabac, qui était remise au gouvernement par les détaillants, a été abolie. En contrepartie, la taxe spécifique sur le tabac, qui est remise directement au gouvernement par les manufacturiers, a été augmentée d'un montant équivalent.

Les revenus provenant des entreprises du gouvernement sont révisés à la hausse de 263 millions de dollars. Ainsi, des ventes supérieures entraînent une amélioration des profits de la Société des alcools du Québec de l'ordre de 11 millions de dollars. Les revenus en provenance de Loto-Québec sont également révisés à la hausse de 105 millions de dollars compte tenu que les bénéfices résultant de l'opération des appareils de loterie vidéo ont été plus élevés que prévu. Par contre, les bénéfices nets d'Hydro-Québec sont inférieurs de 170 millions de dollars aux prévisions initiales parce que les ventes d'électricité ont été plus faibles que prévu. Enfin, les résultats préliminaires indiquent une révision à la hausse de 317 millions de dollars des bénéfices des autres entreprises du gouvernement.

Les revenus des organismes consolidés au périmètre gouvernemental sont augmentés de 108 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 1998-1999. Ces révisions découlent notamment du fait que les opérations de ces organismes, prises globalement, se sont avérées plus importantes que prévu.

Enfin, en ce qui concerne la révision aux autres sources, elle s'explique principalement par des revenus supérieurs à ceux prévus pour la taxe sur les carburants et les droits et permis. Par contre, les revenus divers devraient s'établir à un niveau moins élevé qu'initialement anticipé.

Les transferts du gouvernement du Canada

Par rapport à la prévision du Discours sur le budget de mars 1998, les résultats préliminaires pour l'année 1998-1999 indiquent une révision à la hausse de 1 642 millions de dollars des transferts du gouvernement du Canada, qui s'établissent à 8 002 millions de dollars. Ce résultat découle principalement de la révision aux revenus de péréquation. Par ailleurs, les revenus des organismes inclus dans le périmètre comptable s'établissent maintenant à 290 millions de dollars, soit 27 millions de dollars de plus que prévu initialement.

TABLEAU 2.4

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

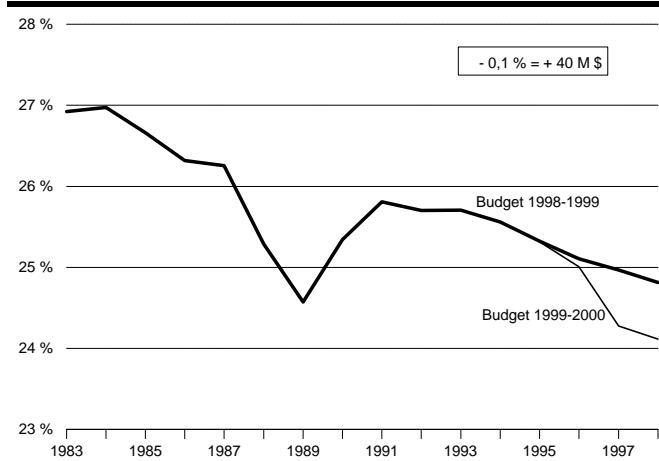
(en millions de dollars)

	1997-1998	1998-1999			
	Résultats réels	Discours sur le budget du 1998-03-31	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 1997-1998 (%)
Péréquation	4 229	3 726	5 296	1 570	25,2
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 660	1 778	1 697	- 81	2,2
FPE et autres transferts liés aux accords fiscaux	27	98	70	- 28	—
Autres programmes	- 244	495	649	154	—
Organismes consolidés	318	263	290	27	- 8,8
Total des transferts du gouvernement du Canada	5 990	6 360	8 002	1 642	33,6

Les revenus de péréquation sont révisés à la hausse de 1 570 millions de dollars par rapport aux prévisions initiales. Cette révision s'explique principalement par la mise à jour des indicateurs de capacité fiscale, notamment aux impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés (graphiques 2.1 et 2.2) ainsi qu'aux taxes de vente. Elle reflète également les nouvelles données de population du recensement de 1996 et les révisions aux revenus provinciaux assujettis à la péréquation. La révision des indicateurs de capacité fiscale aux impôts des particuliers et des sociétés découle de la forte croissance des rentrées fiscales en Ontario pour 1997.

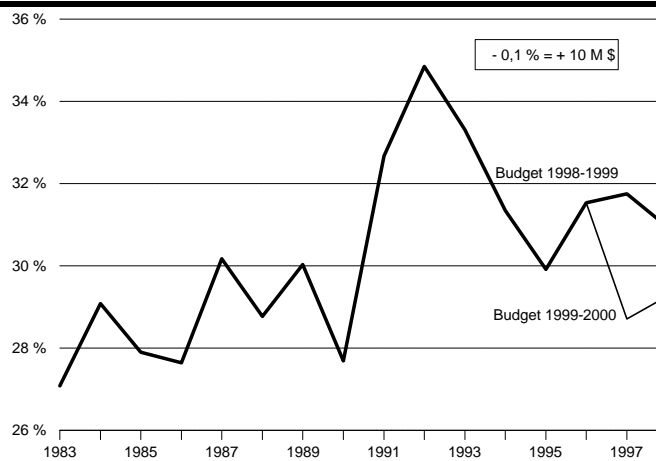
GRAPHIQUE 2.1

IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS ÉVOLUTION DE LA PART DU QUÉBEC DANS LES PROVINCES CONSTITUANT LA NORME⁽¹⁾



GRAPHIQUE 2.2

IMPÔT SUR LE REVENU DES SOCIÉTÉS ÉVOLUTION DE LA PART DU QUÉBEC DANS LES PROVINCES CONSTITUANT LA NORME⁽¹⁾



(1) Soit le Québec, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique.

Les mises à jour des données du programme de péréquation depuis le dernier budget affectent non seulement les calculs de péréquation à l'égard de 1998-1999, mais aussi ceux relatifs à toutes les années depuis 1995-1996. À elles seules, les modifications aux années antérieures entraînent une hausse non récurrente des paiements de péréquation de 949 millions de dollars en 1998-1999.

Les revenus au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont révisés à la baisse de 81 millions de dollars par rapport à ce qui était anticipé au Discours sur le budget 1998-1999. Ce résultat s'explique principalement par la révision à la baisse de la population du Québec découlant du recensement de 1996. Il reflète également la révision à la hausse du transfert fiscal utilisé pour les fins du calcul du TCSPS, ce qui réduit d'autant les versements en espèces au Québec.

Les revenus à l'égard du Financement des programmes établis (FPE) et des autres transferts liés aux accords fiscaux sont révisés à la baisse de 28 millions de dollars. Cette révision reflète une diminution de 18 millions de dollars au titre du FPE en raison des nouvelles données de population découlant du recensement de 1996. Elle reflète également une révision à la baisse du transfert relatif aux impôts sur les dividendes d'actions privilégiées.

Enfin, les revenus de l'ensemble des autres programmes de transferts sont révisés à la hausse de 154 millions de dollars. Pour l'essentiel, cette variation découle de la signature de l'Accord Canada-Québec sur l'aide à

l'employabilité des personnes handicapées qui se traduit par une hausse des paiements en 1998-1999 et par le versement de paiements rétroactifs à l'égard de 1996-1997 et de 1997-1998. Cette révision reflète également des revenus plus élevés que prévu au titre de la compensation que reçoit le Québec en vertu de sa non participation au Programme canadien de prêts aux étudiants.

Les dépenses budgétaires

Investissements majeurs dans le secteur de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation en 1998-1999

Pour l'année financière 1998-1999, les résultats préliminaires des dépenses budgétaires s'établissent à 45 663 millions de dollars, soit 1 606 millions de dollars de plus que prévu au Discours sur le budget du 31 mars 1998. Cette augmentation résulte principalement des investissements annoncés au présent budget dans le secteur de la santé et des services sociaux et celui de l'éducation pour l'exercice financier 1998-1999. Au total, les dépenses budgétaires montrent une croissance de 4,0 % par rapport à 1997-1998.

TABLEAU 2.5

ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	1997-1998			1998-1999	
	Résultats réels	Discours sur le budget 1998-03-31	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 1997-1998 (%)
Objectif de dépenses de programmes	35 409	34 757	34 822	65	- 1,7
Ajustement de l'objectif					
Nouvelles initiatives annoncées au Discours sur le budget 1999-2000	—	—	1 532	1 532	—
Réévaluation actuarielle des régimes de retraite	—	—	234	234	—
Dépenses additionnelles	—	—	450	450	—
	—	—	2 216	2 216	—
Dépenses de programmes	35 409	34 757	37 038	2 281	4,6
Organismes consolidés	1 147	1 236	1 367	131	19,2
Total des dépenses d'opérations	36 556	35 993	38 405	2 412	5,1
Service de la dette					
• Fonds consolidé du revenu					
— Service de la dette directe	3 826	4 271	4 236	- 35	10,7
— Régimes de retraite	2 965	3 174	2 414	- 760	- 18,6
	6 791	7 445	6 650	- 795	- 2,1
• Organismes consolidés	569	619	608	- 11	6,9
Total du service de la dette	7 360	8 064	7 258	- 806	- 1,4
Total des dépenses budgétaires	43 916	44 057	45 663	1 606	4,0

Les dépenses d'opérations

Les dépenses d'opérations sont révisées à 38 405 millions de dollars, soit 2 412 millions de dollars de plus que prévu au Discours sur le budget de mars 1998.

Premièrement, le présent budget fait l'annonce d'investissements additionnels totalisant 1 532 millions de dollars en 1998-1999, dont 1 155 millions de dollars dans le secteur de la santé et des services sociaux, essentiellement pour le plan de restructuration financière et de consolidation du réseau. De plus, 207 millions de dollars sont investis dans le secteur de l'éducation, dont 170 millions de dollars pour l'amélioration de la situation financière des universités. Finalement, 100 millions de dollars sont annoncés pour la Corporation Valorisation-Recherche Québec et 70 millions de dollars pour diverses autres mesures.

Par ailleurs, la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) a procédé, comme à tous les trois ans, à la réévaluation actuarielle des divers régimes de retraite des employés de l'État. Cette réévaluation actuarielle, complétée à l'automne dernier, a eu pour effet d'augmenter de 234 millions de dollars les dépenses prévues en 1998-1999.

D'autre part, des dépenses additionnelles de 450 millions de dollars ont été identifiées à l'égard de certains postes de dépenses. Une part de ces dépenses a été allouée au secteur de la santé et des services sociaux, notamment pour assurer la prestation des services. D'autres dépenses ont été encourues, entre autres, pour la tenue des dernières élections générales, la sécurité publique, principalement à l'égard de sinistres, et de nouvelles initiatives dans la culture.

Finalement, tel que mentionné précédemment, les dépenses des organismes consolidés sont en hausse de 131 millions de dollars par rapport au Discours sur le budget de mars 1998.

Au total, la croissance des dépenses d'opérations est de 5,1 % par rapport à l'année précédente.

Le service de la dette

Les résultats préliminaires du service de la dette s'établissent à 7 258 millions de dollars, dont 4 236 millions de dollars pour le service de la dette directe, 2 414 millions de dollars pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite et 608 millions de dollars pour le service de la dette des organismes consolidés. Il s'agit d'une révision à la baisse de 806 millions de dollars par rapport à la prévision du dernier budget.

Cette variation reflète essentiellement la réduction de 760 millions de dollars des dépenses d'intérêts sur le compte des régimes de retraite provenant en majeure partie de la baisse des taux d'intérêt suite à la

réévaluation actuarielle de 1998. Par ailleurs, le service de la dette directe est en baisse de 35 millions de dollars par rapport à la prévision du dernier budget.

Les opérations non budgétaires

Selon les résultats préliminaires, le surplus des opérations non budgétaires totalise 385 millions de dollars, soit 212 millions de dollars de plus que prévu au Discours sur le budget de mars 1998. Cette variation reflète une réduction des besoins de fonds de 46 millions de dollars au titre des placements, prêts et avances, une baisse de 1 122 millions de dollars du surplus prévu du compte des régimes de retraite et une source de financement additionnelle de 1 003 millions de dollars provenant de la variation des autres comptes non budgétaires et de 150 millions de dollars pour les immobilisations. De plus, le besoin de financement des organismes consolidés diminue de 135 millions de dollars.

TABLEAU 2.6

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	1998-1999		
	Discours sur le budget du 1998-03-31	Résultats préliminaires	Variations
Placements, prêts et avances			
Entreprises du gouvernement			
Capital-actions et mise de fonds et variation de la valeur de consoli- dation des placements	- 1 445	- 1 421	24
Prêts et avances	69	99	30
	- 1 376	- 1 322	54
Prêts et avances aux municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres	- 39	- 47	- 8
	- 1 415	- 1 369	46
Immobilisations	132	282	150
Régimes de retraite	2 041	919	- 1 122
Autres comptes	- 125	878	1 003
Organismes consolidés	- 460	- 325	135
Surplus	173	385	212

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

La diminution des besoins de financement de 24 millions de dollars à l'égard des placements dans les entreprises du gouvernement s'explique principalement par la baisse des mises de fonds en capital-actions dans certaines sociétés d'État.

Les remboursements d'avances provenant des entreprises du gouvernement sont supérieurs de 30 millions de dollars par rapport aux prévisions. Par ailleurs, les besoins de fonds au titre des prêts et avances aux municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres sont supérieurs de 8 millions de dollars par rapport aux prévisions initiales.

La diminution de 150 millions de dollars des immobilisations s'explique principalement par des investissements des ministères et organismes moins élevés que prévu au moment du budget.

Le surplus annuel du compte des régimes de retraite, estimé à 2 041 millions de dollars au dernier budget, a été révisé à la baisse de 1 122 millions de dollars pour s'établir à 919 millions de dollars. Cette variation provient d'une part de la réévaluation actuarielle qui a amené une baisse importante du taux d'intérêt applicable au compte des régimes de retraite. Le taux d'intérêt appliqué au compte des régimes de retraite, à l'égard du passif des régimes de retraite, est le même que celui utilisé dans l'évaluation actuarielle. Cette réévaluation a entraîné la majeure partie de la baisse de 760 millions de dollars des intérêts. Par ailleurs, un déboursé de 340 millions de dollars, non prévu au moment du dernier budget, a été effectué en cours d'année conformément aux ententes conclues dans le cadre du programme de départs volontaires de juillet 1997.

Les opérations reliées aux autres comptes non budgétaires représentent les variations d'une année à l'autre de ces postes comptables. Ces comptes, qui comprennent notamment les espèces et effets en main, les chèques en circulation, les comptes à recevoir et les comptes à payer, peuvent connaître des fluctuations importantes en raison de la variabilité des encaissements et des déboursés du gouvernement. Pour l'année 1998-1999, le solde des autres comptes présente une source de financement de 878 millions de dollars, comparativement à un besoin de fonds de 125 millions de dollars anticipé au Discours sur le budget de mars 1998. Cette variation s'explique notamment par la hausse des comptes à payer qui découle des mesures annoncées dans le présent budget.

Le financement

Les opérations nettes de financement devraient s'établir à 2 945 millions de dollars, soit 818 millions de dollars de plus que prévu lors du Discours sur le budget 1998-1999. Les emprunts réalisés au cours de l'exercice financier 1998-1999 sont de 9 442 millions de dollars, soit 1 218 millions de dollars de plus que prévu dans le dernier Discours sur le budget.

TABLEAU 2.7

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (en millions de dollars)

	1998-1999		
	Discours sur le budget du 1998-03-31	Résultats préliminaires	Variations
Variation de l'encaisse			
• Fonds consolidé du revenu	—	– 2 814	– 2 814
• Organismes consolidés	—	514	514
Total de la variation de l'encaisse	—	– 2 300	– 2 300
Variation de la dette directe			
• Fonds consolidé du revenu			
- Nouveaux emprunts	7 460	9 336	1 876
- Remboursements d'emprunts	– 5 848	– 6 242	– 394
	1 612	3 094	1 482
• Organismes consolidés			
- Nouveaux emprunts ⁽¹⁾	764	106	– 658
- Remboursements d'emprunts	– 249	– 255	– 6
	515	– 149	– 664
Total de la variation de la dette directe	2 127	2 945	818
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	– 1 100	– 1 030	70
Total du financement des opérations	1 027	– 385	– 1 412

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

(1) Excluant un emprunt de 84 millions de dollars effectué pour le financement des travaux d'organismes municipaux.

Financement du Fonds consolidé du revenu

Dans le cas des opérations nettes de financement du Fonds consolidé du revenu, elles devraient s'établir à 3 094 millions de dollars, soit 1 482 millions de dollars de plus que la prévision du Discours sur le budget 1998-1999. Les emprunts réalisés au cours de l'exercice financier 1998-1999 sont de 9 336 millions de dollars, ce qui représente 1 876 millions de dollars de plus que le montant prévu dans le dernier Discours sur le budget. Cette révision s'explique par des emprunts effectués par anticipation de 2 814 millions de dollars, par une hausse de 394 millions de dollars des remboursements, par une diminution des besoins financiers nets de 1 262 millions de dollars et par une baisse de 70 millions de dollars des revenus d'intérêts du Fonds d'amortissement des régimes de retraite principalement en raison du report, à la fin de l'exercice financier, des versements effectués au fonds.

Par ailleurs, le niveau de l'encaisse enregistre une augmentation de 2 814 millions de dollars, alors qu'aucune variation n'était prévue à cet égard lors du Discours sur le budget de l'an dernier.

Financement des organismes consolidés

Les opérations nettes de financement des organismes consolidés montrent des remboursements supérieurs aux nouveaux emprunts de 149 millions de dollars. Il s'agit d'une révision à la baisse de 664 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 1998-1999. Les emprunts réalisés au cours de l'exercice financier 1998-1999 sont de 106 millions de dollars, en baisse de 658 millions de dollars par rapport au montant prévu dans le dernier Discours sur le budget. Cette révision s'explique en partie par la diminution de 404 millions de dollars des emprunts du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier et par des besoins moins importants des autres fonds.

Par ailleurs, ce financement moindre de 664 millions de dollars a été compensé en majeure partie par une diminution de 514 millions de dollars du niveau de l'encaisse par rapport à la prévision du Discours sur le budget de l'an dernier.

Les emprunts

Au total, des emprunts de 10 234 millions de dollars ont été réalisés en 1998-1999, dont 9 336 millions de dollars pour les besoins du Fonds consolidé du revenu, 190 millions de dollars pour les organismes consolidés et 708 millions de dollars pour les organismes non consolidés⁽¹⁾.

La réalisation du programme de financement a été caractérisée par une réceptivité exceptionnelle des marchés financiers à l'égard des titres du Québec.

Au total, près de 66 % du programme de financement, soit 6 717 millions de dollars, a été effectué sur le marché canadien, ce qui représente le plus fort pourcentage depuis neuf ans. Le gouvernement a ainsi réalisé six émissions publiques sur ce marché, dans des échéances de 10 et de 30 ans, pour un montant total de 2 188 millions de dollars. Par ailleurs, des placements privés d'un montant de 1 527 millions de dollars ont été négociés avec la Caisse de dépôt et placement du Québec, et 689 millions de dollars ont été obtenus par l'émission de billets à moyen terme. Les produits d'épargne, vendus par Placements Québec, devraient procurer 989 millions de dollars de financement.

Un montant total de 3 517 millions de dollars, soit près de 34 % du programme de financement, a été réalisé sur les marchés étrangers. Plusieurs émissions publiques d'obligations y ont été réalisées. Ainsi, le gouvernement a effectué une première émission sur le marché de la couronne suédoise dans le cadre de sa stratégie de diversification des sources de financement. De plus, une émission publique de 1,25 milliard de deutsche marks (1,1 milliard de dollars canadiens), d'une échéance de 10 ans, a été réalisée en août 1998. Enfin, une émission mondiale d'obligations en dollars américains, d'une échéance de 10 ans et d'un montant d'un milliard de dollars américains (1,5 milliard de dollars canadiens), a été réalisée en février 1999.

Comme par les années passées, le programme de billets à moyen terme en Europe a apporté une contribution au financement du Québec, avec un montant de 574 millions de dollars, dont 536 millions en dollars américains. Un montant de 191 millions de dollars a aussi été obtenu par l'émission de billets à moyen terme aux États-Unis.

(1) Les emprunts des organismes non consolidés concernent principalement ceux réalisés au nom du gouvernement pour financer les établissements des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

TABLEAU 2.8

SOMMAIRE DES EMPRUNTS RÉALISÉS EN 1998-1999

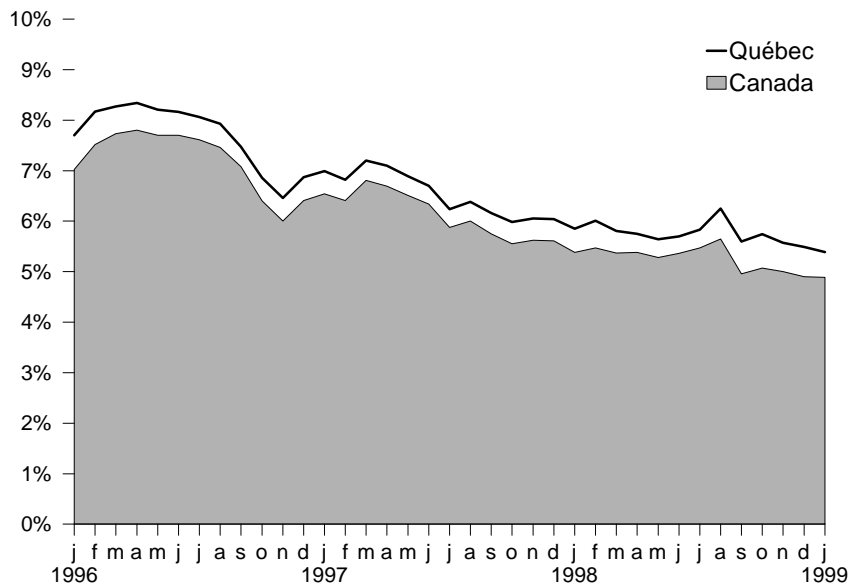
(en millions de dollars)

Devises d'emprunts et marchés	Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés ⁽¹⁾	Organismes non consolidés ⁽²⁾	Total	
				(%)	
Dollar canadien					
Marché canadien					
• Émissions publiques					
Obligations négociables	2 039	—	149	2 188	21,4
• Émissions privées					
Caisse de dépôt et placement du Québec	885	190	452	1 527	14,9
Autres	501	—	—	501	4,9
• Produits d'épargne	989	—	—	989	9,7
• Billets à moyen terme	689	—	—	689	6,7
• Montants encaissés en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises	716	—	—	716	7,0
• Emprunts réalisés à même les remboursements des organismes consolidés	—	—	107	107	1,0
Sous-total	5 819	190	708	6 717	65,6
Dollar américain					
Marché de l'eurodollar américain					
• Billets à moyen terme	191	—	—	191	1,9
Marché mondial					
• Obligations négociables	1 483	—	—	1 483	14,5
Sous-total	1 674	—	—	1 674	16,4
Autres monnaies					
• Émissions publiques					
Marché de l'Allemagne	1 058	—	—	1 058	10,3
Marché de la Suède	93	—	—	93	0,9
• Émissions privées					
Marché du Japon	72	—	—	72	0,7
Marché de l'Allemagne	46	—	—	46	0,5
• Billets à moyen terme					
Marché européen	574	—	—	574	5,6
Sous-total	1 843	—	—	1 843	18,0
Total	9 336	190	708	10 234	100,0

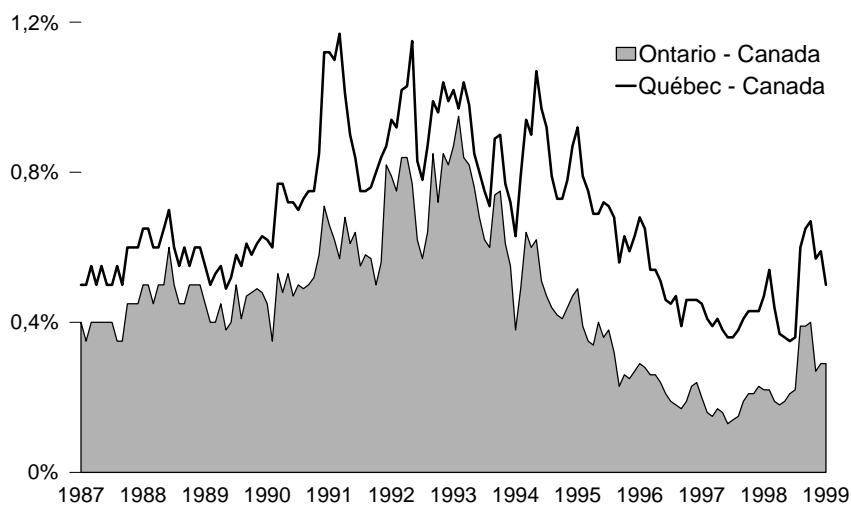
(1) Incluant un emprunt de 84 millions de dollars effectué pour le financement des travaux d'organismes municipaux.

(2) Emprunts réalisés principalement pour financer les établissements des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

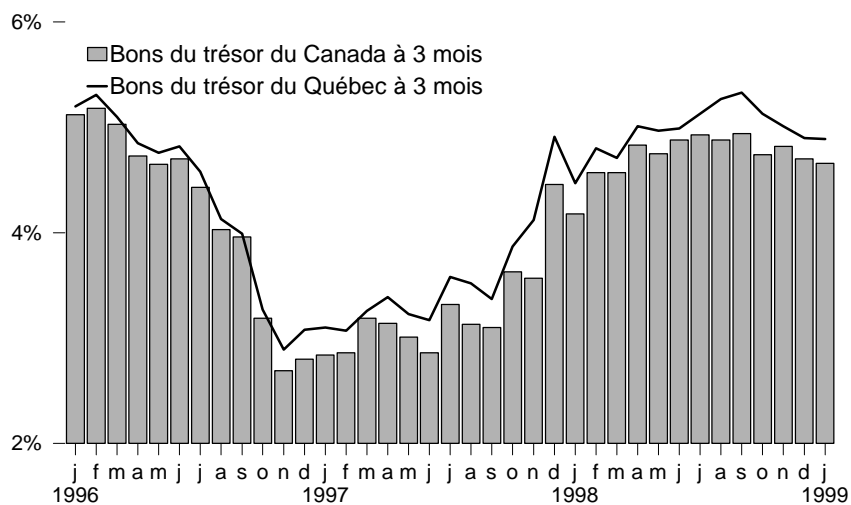
GRAPHIQUE 2.3

**TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)
DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA**

GRAPHIQUE 2.4

**ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES
À LONG TERME (10 ANS)**

GRAPHIQUE 2.5

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À COURT TERME

Les remboursements d'emprunts

Les résultats préliminaires indiquent que les remboursements d'emprunts pour l'exercice financier 1998-1999 s'élèvent à 6 497 millions de dollars, soit 400 millions de dollars de plus que prévu lors du Discours sur le budget du 31 mars 1998.

Remboursements d'emprunts du Fonds consolidé du revenu

Les résultats préliminaires indiquent que les remboursements d'emprunts du Fonds consolidé du revenu s'élèvent à 6 242 millions de dollars, soit 394 millions de dollars de plus que prévu lors du Discours sur le budget du 31 mars 1998.

Cette augmentation s'explique notamment par le remboursement, en totalité, de l'encours de 387 millions de dollars des billets de trésorerie.

Les remboursements de plus de 6 milliards de dollars comprennent des opérations de refinancement par anticipation de 1 715 millions de dollars. En effet, devant la possibilité de renégocier certains emprunts à des conditions plus avantageuses, le gouvernement a exercé des options de rachat par anticipation sur des emprunts qui ne devenaient normalement pas échus en cours d'année. Ces opérations auront permis de réduire le coût du service de la dette de 38 millions de dollars pour l'exercice financier 1998-1999 et de 60 millions de dollars pour l'exercice financier 1999-2000.

Remboursements d'emprunts des organismes consolidés

Les résultats préliminaires indiquent que les remboursements d'emprunts des organismes consolidés pour l'exercice financier 1998-1999 s'élèvent à 255 millions de dollars, soit 6 millions de dollars de plus que prévu dans le dernier Discours sur le budget.

La dette du gouvernement

La dette totale du gouvernement comprend le solde du compte des régimes de retraite et la dette directe consolidée (dette directe du Fonds consolidé du revenu et dette des organismes consolidés). Le compte des régimes de retraite devrait s'établir à 40 327 millions de dollars au 31 mars 1999.

Selon les données préliminaires, la dette directe consolidée du gouvernement du Québec devrait s'établir à 62 373 millions de dollars au 31 mars 1999 (58 540 millions de dollars à titre de dette directe du Fonds consolidé du revenu et 3 833 millions de dollars à titre de dette pour les organismes consolidés).

Il faut noter qu'un montant de 2 814 millions de dollars est inclus dans la dette directe consolidée et représente des emprunts effectués par anticipation en 1998-1999 qui serviront à combler une partie des emprunts à effectuer en 1999-2000. Ainsi, en excluant ces emprunts par anticipation, la dette directe consolidée du gouvernement du Québec s'établirait à 59 559 millions de dollars au 31 mars 1999, dont 55 726 millions de dollars à titre de dette directe du Fonds consolidé du revenu.

TABLEAU 2.9

DETTE DIRECTE CONSOLIDÉE DU GOUVERNEMENT PRÉVUE AU 31 MARS 1999 INCLUANT L'EFFET DES TRANSACTIONS D'ÉCHANGE DE DEVISES (en millions de dollars)

Monnaies	Dette directe	(%)	Organismes consolidés ⁽¹⁾	Dette directe consolidée	(%)
Dollar canadien	39 024	66,7	3 718	42 742	68,5
Dollar américain	8 820	15,1	115	8 935	14,3
Yen japonais	5 753	9,8	—	5 753	9,2
Franc suisse	2 708	4,6	—	2 708	4,4
Euro	1 693	2,9	—	1 693	2,7
Livre sterling	542	0,9	—	542	0,9
Sous-total	58 540	100,0	3 833	62 373	100,0
Emprunts effectués par anticipation	- 2 814		—	- 2 814	
Total	55 726		3 833	59 559	

N.B.: La dette en monnaies étrangères est exprimée en équivalent canadien selon les taux de change au 19 février 1999.

(1) Excluant des emprunts à long terme effectués pour le financement des travaux d'organismes municipaux.

Dette directe du Fonds consolidé du revenu

Les emprunts effectués et les transactions d'échange de taux d'intérêt ont porté la part de la dette directe du Fonds consolidé du revenu à taux fixe de 65,2 % l'an dernier à 51,1 % à la fin de l'exercice financier 1998-1999, alors que celle de la dette à taux variable s'établissait à 48,9 %.

Par ailleurs, l'échéance moyenne pondérée de la dette directe du Fonds consolidé du revenu, excluant les obligations d'épargne et les bons du trésor, est passée de 9,9 ans au 31 mars 1998 à 10,7 ans au 31 mars 1999. L'encours des produits d'épargne est de 2 473 millions de dollars et représente 4,2 % de cette dette. L'encours des bons du trésor se situe à 1 774 millions de dollars, soit 3,0 % de la dette directe du Fonds consolidé du revenu. L'encours des billets de trésorerie, qui s'établissait à 387 millions de dollars au 31 mars 1998, a été entièrement remboursé.

Au 31 mars 1999, la proportion de la dette directe du Fonds consolidé du revenu dont les engagements sont libellés en dollars canadiens est de 66,7 %, la part en devises étrangères s'établissant à 33,3 %. Si l'on considère le compte des régimes de retraite, dont la totalité des engagements sont en dollars canadiens, et la dette des organismes consolidés, la proportion en dollars canadiens de la dette totale s'élève à 80,9 %.

Les emprunts et les investissements du secteur public

Au cours de l'année civile 1998, les emprunts bruts à long terme du secteur public ont totalisé 14 056 millions de dollars, une diminution de 833 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Des augmentations de 31 millions de dollars, de 597 millions de dollars et de 81 millions de dollars ont été respectivement enregistrées pour le gouvernement, Hydro-Québec et les organismes municipaux. Par contre, des diminutions de 413 millions de dollars, de 117 millions de dollars et de 1 012 millions de dollars ont été respectivement enregistrées dans les réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux et pour les autres entreprises du gouvernement.

TABLEAU 2.10

EMPRUNTS À LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC

(en millions de dollars)

	Années civiles				
	1994	1995	1996	1997	1998 ⁽¹⁾
Emprunts bruts					
Gouvernement ⁽²⁾	5 757	7 799	6 984	8 351	8 382
Institutions d'enseignement	805	799	1 259	881	468
Établissements de santé et de services sociaux	535	286	750	570	453
Hydro-Québec ⁽³⁾	3 614	2 222	1 792	1 884	2 481
Autres entreprises du gouvernement	354	1 097	1 361	1 117	105
Organismes municipaux	2 246	2 490	2 575	2 086	2 167
Total	13 311	14 693	14 721	14 889	14 056
Remboursements	7 432	8 123	10 015	12 259	13 224
Emprunts nets	5 879	6 570	4 706	2 630	832

(1) Résultats préliminaires.

(2) Montants empruntés durant l'année civile pour les besoins du fonds consolidé du revenu, à l'exclusion du montant net des emprunts à moins d'un an au titre des opérations de financement à long terme, ce qui diffère de la liste des emprunts réalisés présentée plus loin dans ce document. Ces montants excluent aussi les emprunts effectués pour les besoins des organismes consolidés, qui sont répartis dans les organismes auxquels ils étaient destinés.

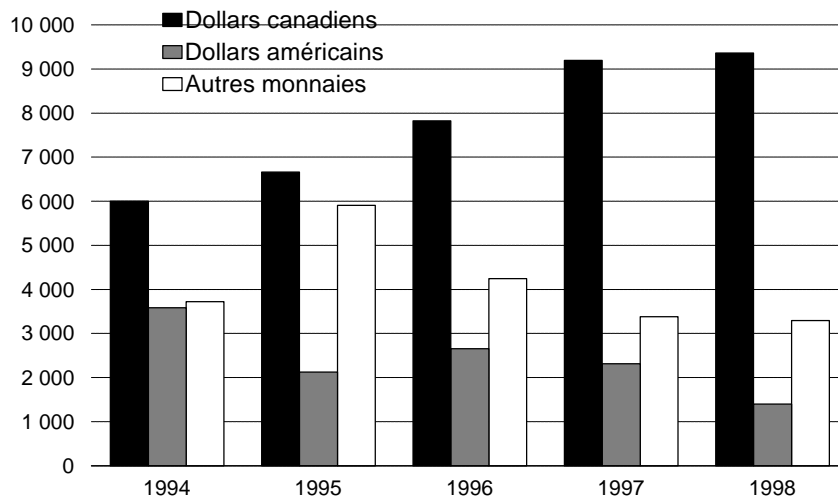
(3) Montants empruntés durant l'année civile, à l'exclusion du montant net des emprunts à moins d'un an au titre des opérations de financement à long terme, ce qui diffère de la liste des emprunts réalisés présentée plus loin dans ce document.

Source : Ministère des Finances du Québec.

Les emprunts bruts libellés en dollars canadiens ont totalisé 9 361 millions de dollars en 1998, ce qui représente 66,6 % des emprunts totaux du secteur public. Quant aux emprunts bruts libellés en dollars américains, ils ont atteint 1 398 millions de dollars, 9,9 % du total, alors que les emprunts dans les autres monnaies s'établissaient à 3 297 millions de dollars, ou 23,5 % du total.

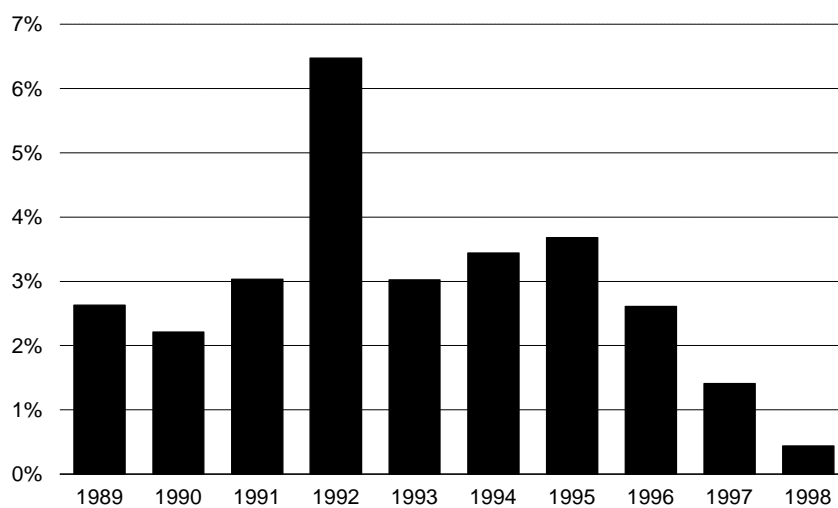
Par ailleurs, compte tenu des refinancements et des remboursements, les emprunts nets du secteur public sont évalués à 832 millions de dollars en 1998, le plus bas niveau depuis que ces données sont compilées. Le rapport des emprunts nets au produit intérieur brut est ainsi passé de 1,4 % en 1997 à 0,4 % en 1998.

GRAPHIQUE 2.6

EMPRUNTS BRUTS DU SECTEUR PUBLIC PAR MONNAIE
 (en millions de dollars)


Source : Ministère des Finances du Québec.

GRAPHIQUE 2.7

EMPRUNTS NETS DU SECTEUR PUBLIC PAR RAPPORT
AU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT


Source : Ministère des Finances du Québec.

En 1998, les investissements du secteur public ont été de 7 239 millions de dollars, une hausse de 1 108 millions de dollars. Des augmentations ont été enregistrées pour l'ensemble du secteur public.

TABLEAU 2.11

INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC
(en millions de dollars)

	Années civiles				
	1994	1995	1996	1997	1998 ⁽¹⁾
Gouvernement ⁽²⁾	912	992	878	806	922
Institutions d'enseignement ⁽³⁾	645	599	681	821	827
Établissements de santé et de services sociaux ⁽³⁾	515	472	448	404	703
Hydro-Québec ⁽⁴⁾	3 291	2 775	2 047	1 683	2 157
Autres entreprises du gouvernement ⁽⁵⁾	592	661	393	463	528
Organismes municipaux ⁽⁶⁾	2 139	2 197	2 142	1 954	2 102
Total	8 094	7 696	6 589	6 131	7 239

(1) Résultats préliminaires.

(2) Les investissements du gouvernement comprennent ses immobilisations ainsi que les subventions et prêts pour investissements à des agents économiques extérieurs au secteur public. Les investissements financiers envers d'autres composantes du secteur public sont donc exclus.

Sources : Comptes publics du gouvernement du Québec, Conseil du trésor et ministère des Finances du Québec.

(3) Les investissements des commissions scolaires, des collèges et des universités ainsi que ceux des établissements de santé et de services sociaux comprennent la part supportée par les institutions elles-mêmes. Il est à noter que la part supportée par le gouvernement est financée par des subventions pour le service de la dette.

Source : Conseil du trésor.

(4) À partir de 1997, les placements financiers ont été exclus.

Source : Hydro-Québec.

(5) Les investissements des entreprises du gouvernement correspondent à l'accroissement des actifs à long terme. On exclut la Société québécoise d'assainissement des eaux dont les investissements sont compris au poste « Organismes municipaux ».

Sources : États financiers des entreprises du gouvernement du Québec et ministère des Finances du Québec.

(6) Les investissements des organismes municipaux comprennent ceux relatifs à l'assainissement des eaux, au transport en commun et aux équipements culturels et communautaires ainsi que les autres investissements des municipalités.

Sources : Conseil du trésor, ministère des Affaires municipales et ministère des Finances du Québec.

Pour tenir compte des interactions entre la politique financière du gouvernement et la situation des divers secteurs sous sa juridiction, l'évolution comparative des emprunts et des investissements doit prendre en considération la situation de l'ensemble du secteur public. Les emprunts nets totaux du secteur public incluent, en plus des emprunts nets à long terme mentionnés précédemment, les emprunts effectués à moins d'un an au titre des opérations de financement à long terme, y compris les bons du trésor et les billets de trésorerie émis par le gouvernement, de même que le financement réalisé auprès du compte des régimes de retraite du gouvernement. Au cours des quatre années précédentes, le ratio des emprunts nets totaux par rapport aux investissements a été constamment réduit pour atteindre 0,3 en 1998.

TABLEAU 2.12

**EMPRUNTS NETS TOTAUX ET INVESTISSEMENTS
DU SECTEUR PUBLIC**
(en millions de dollars)

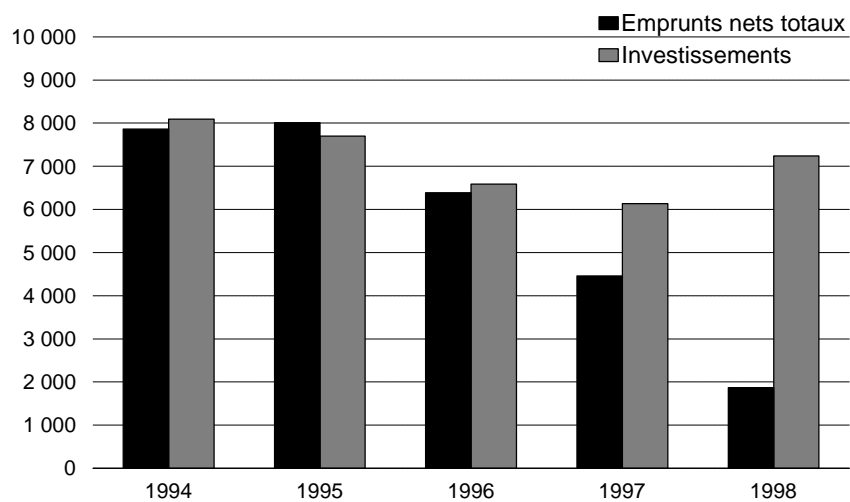
	Années civiles				
	1994	1995	1996	1997	1998 ⁽¹⁾
Emprunts nets à long terme	5 879	6 570	4 706	2 630	832
Montants nets des emprunts à moins d'un an au titre des opérations de financement à long terme	894	177	—	—	—
Surplus du compte des régimes de retraite du gouvernement ⁽²⁾	1 089	1 264	1 678	1 827	1 040
Emprunts nets totaux	7 862	8 011	6 384	4 457	1 872
Investissements	8 094	7 696	6 589	6 131	7 239
Ratio	0,97	1,04	0,97	0,73	0,26

(1) Résultats préliminaires.

(2) Après déduction des contributions et revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

Source : Ministère des Finances du Québec.

GRAPHIQUE 2.8

**EMPRUNTS NETS TOTAUX ET INVESTISSEMENTS
DU SECTEUR PUBLIC**
(en millions de dollars)

Source : Ministère des Finances du Québec.

Données historiques et résultats préliminaires

TABLEAU 2.13

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale				Après réforme de la comptabilité gouvernementale	
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1997-1998	1998-1999 ⁽¹⁾
Opérations budgétaires						
Revenus autonomes	29 370	30 557	31 087	33 713	35 749	37 661
Transferts du gouvernement du Canada	7 510	8 142	6 719	5 672	5 990	8 002
Total des revenus	36 880	38 699	37 806	39 385	41 739	45 663
Dépenses d'opérations	- 36 820	- 36 612	- 35 163	- 35 544	- 36 556	- 38 405
Service de la dette	- 5 874	- 6 038	- 5 860	- 5 886	- 7 360	- 7 258
Total des dépenses	- 42 694	- 42 650	- 41 023	- 41 430	- 43 916	- 45 663
Déficit	- 5 814	- 3 951	- 3 217	- 2 045	- 2 177	0
Opérations non budgétaires						
Placements, prêts et avances	- 1 142	- 287	- 792	- 543	- 1 315	- 1 341
Immobilisations	—	—	—	—	- 214	- 246
Régimes de retraite	1 509	1 701	1 928	1 746	1 888	919
Autres comptes	571	- 411	- 55	- 131	443	1 053
Surplus	938	1 003	1 081	1 072	802	385
Besoins financiers nets	- 4 876	- 2 948	- 2 136	- 973	- 1 375	385
Opérations de financement						
Variation de l'encaisse	- 573	853	1 433	- 22	164	- 2 300
Variation de la dette directe ⁽²⁾	5 444	2 169	794	1 068	1 295	2 945
Fonds d'amortissement des régimes de retraite ⁽³⁾	5	- 74	- 91	- 73	- 84	- 1 030
Total du financement des opérations	4 876	2 948	2 136	973	1 375	- 385

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction. À des fins de comparaison, les données sont présentées sur la base de la structure budgétaire et financière en vigueur en 1998-1999.

- (1) Les résultats préliminaires pour 1998-1999 sont établis sur la base des données réelles enregistrées d'avril 1998 à janvier 1999 et d'une estimation arrêtée au 26 février 1999 des résultats des mois de février et mars pour lesquels des transactions seront inscrites, jusqu'à la fermeture des livres, aux opérations de l'année 1998-1999.
- (2) La variation de la dette directe comprend les nouveaux emprunts diminués des remboursements d'emprunts. Elle exclut l'effet de la variation du taux de change sur l'encours de la dette libellée en devises étrangères au 31 mars.
- (3) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite du secteur public. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution des intérêts inscrits au compte des régimes de retraite.

TABLEAU 2.14

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
REVENUS BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale				Après réforme de la comptabilité gouvernementale	
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1997-1998	1998-1999
Revenus autonomes						
Impôts sur les revenus et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	12 453	12 913	13 145	14 389	14 389	15 038
Cotisations au Fonds des services de santé	3 300	3 694	3 768	3 893	3 893	4 057
Impôts des sociétés	2 123	2 517	2 931	3 443	3 443	3 265
Droits de succession	- 1	—	- 1	—	—	—
	17 875	19 124	19 843	21 725	21 725	22 360
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	5 430	5 614	5 213	5 488	5 488	6 231
Carburants	1 340	1 407	1 454	1 486	1 486	1 562
Tabac	181	265	283	323	323	490
Pari mutuel	5	2	—	—	—	—
	6 956	7 288	6 950	7 297	7 297	8 283
Droits et permis						
Véhicules automobiles	500	482	490	641	641	652
Boissons alcooliques	117	126	123	129	129	134
Ressources naturelles	157	236	227	381	381	268
Autres	143	153	156	163	163	166
	917	997	996	1 314	1 314	1 220
Revenus divers						
Ventes de biens et services	485	482	510	535	533	501
Intérêts	235	268	234	283	283	319
Amendes, confiscations et recouvrements	720	471	368	422	422	312
	1 440	1 221	1 112	1 240	1 238	1 132
Revenus provenant des entreprises du gouvernement						
Société des alcools du Québec	326	351	372	378	378	400
Loto-Québec	688	806	972	1 068	1 068	1 110
Hydro-Québec	920	422	661	636	636	822
Autres	248	348	181	55	652	689
	2 182	1 927	2 186	2 137	2 734	3 021
Organismes consolidés	—	—	—	—	1 441	1 645
Total des revenus autonomes	29 370	30 557	31 087	33 713	35 749	37 661
Transferts du gouvernement du Canada						
Programmes						
Péréquation	3 543	4 321	4 103	4 229	4 229	5 296
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	—	—	2 554	1 660	1 660	1 697
Contributions aux programmes de bien-être	2 092	2 031	- 2	—	—	—
FPE et autres transferts liés aux accords fiscaux	1 880	1 689	- 38	27	27	70
Autres programmes	- 5	101	102	- 244	- 244	649
Organismes consolidés	—	—	—	—	318	290
Total des transferts du gouvernement du Canada	7 510	8 142	6 719	5 672	5 990	8 002
Total des revenus budgétaires	36 880	38 699	37 806	39 385	41 739	45 663

TABLEAU 2.15

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

Ministères et organismes	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale				Après réforme de la comptabilité gouvernementale	
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1997-1998	1998-1999
Assemblée nationale	77	77	71	67	68	73
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	86	99	42	42	38	97
Affaires municipales	1 379	1 379	1 278	1 194	1 194	976
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	657	659	600	520	518	521
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique ⁽¹⁾	541	515	595	687	315	389
Conseil exécutif	52	51	38	35	34	42
Culture et Communications	430	425	433	432	430	499
Education	10 521	10 524	10 110	9 985	9 524	9 446
Emploi, Solidarité et Condition féminine	4 045	4 062	3 997	3 814	3 818	4 104
Environnement et Faune	275	262	247	227	222	235
Famille et Enfance	829	854	856	1 069	1 065	1 288
Finances (excluant le service de la dette)	87	81	78	78	79	174
Industrie, Commerce, Science et Technologie	418	380	295	368	368	346
Justice	489	454	460	458	455	460
Métropole	110	119	41	64	64	80
Recherche, Science et Technologie ⁽²⁾	—	—	—	—	—	100
Régions et Affaires autochtones	185	171	142	117	152	117
Relations avec les citoyens et Immigration	149	148	147	142	141	149
Relations internationales	95	100	83	78	78	83
Ressources naturelles	406	376	346	325	308	355
Revenu	490	511	631	1 086	1 089	754
Santé et Services sociaux	13 137	13 107	12 934	12 701	12 997	14 332
Sécurité publique	719	719	696	950	947	745
Tourisme	49	44	53	57	58	75
Transports	1 551	1 461	930	992	1 376	1 526
Travail	77	73	71	72	71	72
	36 854	36 651	35 174	35 560	35 409	37 038
Variation de la provision pour pertes sur placements en actions ⁽³⁾	- 34	- 39	- 11	- 16	—	—
Dépenses de programmes	36 820	36 612	35 163	35 544	35 409	37 038
Organismes consolidés	—	—	—	—	1 147	1 367
Total des dépenses d'opérations	36 820	36 612	35 163	35 544	36 556	38 405
Service de la dette						
• Fonds consolidé du revenu	5 874	6 038	5 860	5 886	6 791	6 650
• Organismes consolidés	—	—	—	—	569	608
Total du service de la dette	5 874	6 038	5 860	5 886	7 360	7 258
Total des dépenses budgétaires	42 694	42 650	41 023	41 430	43 916	45 663

(1) Les résultats préliminaires 1998-1999 contiennent des provisions permettant des virements à d'autres ministères et organismes entre la date de production des documents budgétaires et la fin de l'exercice financier.

(2) La structure budgétaire 1999-2000 tiendra compte de l'ajout de ce nouveau ministère.

(3) Provision créée et intégrée aux dépenses lorsque le déficit accumulé d'une entreprise du gouvernement excède le coût du placement en actions qu'y détient le gouvernement. Suite à la réforme de la comptabilité gouvernementale, elle est maintenant présentée aux revenus.

TABLEAU 2.16

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale				Après réforme de la comptabilité gouvernementale	
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1997-1998	1998-1999
Placements, prêts et avances						
• Fonds consolidé du revenu						
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT						
CAPITAL-ACTIONS ET MISE DE FONDS :						
Société générale de financement du Québec	—	62	186	- 90	- 90	-40
Société Innovatech du Grand Montréal	—	—	—	—	—	- 90
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	—	—	—	—	—	-31
Société Innovatech Sud du Québec	—	—	—	—	—	-10
Autres	- 1	—	—	- 19	-3	-9
	- 1	62	186	- 109	- 93	- 180
VARIATION DE LA VALEUR DE CONSOLIDATION DES PLACEMENTS ⁽¹⁾	- 1 177	- 359	- 731	- 350	-931	-1 241
PRÊTS ET AVANCES :						
Société générale de financement du Québec	35	—	—	9	9	5
Société Innovatech du Grand Montréal	—	—	- 26	- 36	-36	71
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	—	—	- 7	- 14	- 14	20
Société Innovatech Sud du Québec	—	—	- 4	—	—	7
Autres	7	—	- 21	—	—	-4
	42	—	- 58	- 41	- 41	99
Total des entreprises du gouvernement	- 1 136	- 297	- 603	- 500	-1 065	- 1 322
PARTICULIERS, SOCIÉTÉS ET AUTRES	- 9	7	- 192	- 48	17	-50
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX	3	3	3	5	5	3
	- 1 142	- 287	- 792	- 543	- 1 043	- 1 369
• Organismes consolidés	—	—	—	—	-272	28
Total des placements, prêts et avances	- 1 142	- 287	- 792	- 543	- 1 315	- 1 341
Immobilisations						
• Fonds consolidé du revenu						
- Investissements nets	—	—	—	—	-116	-95
- Amortissement	—	—	—	—	381	377
	—	—	—	—	265	282
• Organismes consolidés	—	—	—	—	-479	-528
Total des immobilisations	—	—	—	—	-214	-246

TABLEAU 2.16 (suite)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale				Après réforme de la comptabilité gouvernementale	
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1997-1998	1998-1999
Régimes de retraite						
PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT						
Participation du gouvernement à titre d'employeur						
RREGOP						
• Coût annuel des prestations constituées ⁽²⁾	503	506	534	587	608	652
• Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	- 353	- 477	- 380	- 211	—	66
• Amortissement du passif actuariel non inscrit et du coût des modifications au régime	90	93	139	153	—	—
Autres régimes						
• Coût annuel des prestations constituées ⁽²⁾	169	188	169	134	135	173
• Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	- 2	- 2	- 4	- 6	—	30
• Amortissement du passif actuariel non inscrit et du coût des modifications aux régimes	653	746	758	789	—	—
Total de la participation du gouvernement	1 060	1 054	1 216	1 446	743	921
Cotisations des employeurs autonomes	22	23	22	48	22	17
Cotisations des participants	172	154	156	119	120	117
Total des cotisations	194	177	178	167	142	134
Prestations, remboursements et frais d'administration ⁽³⁾	- 1 290	- 1 351	- 1 506	- 2 046	-2 046	-2 635
Intérêts sur le compte des régimes de retraite imputés au service de la dette ⁽⁴⁾	1 545	1 821	2 040	2 179	3 049	2 499
Total des régimes de retraite	1 509	1 701	1 928	1 746	1 888	919
Autres comptes						
• Fonds consolidé du revenu	571	- 411	- 55	- 131	286	878
• Organismes consolidés	—	—	—	—	157	175
Total des autres comptes	571	- 411	- 55	- 131	443	1 053
Total des opérations non budgétaires	938	1 003	1 081	1 072	802	385

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Montant net incluant la variation de la provision pour pertes sur les placements en actions.

(2) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services. Suite à la réforme de la comptabilité gouvernementale, le coût annuel des prestations constituées inclut la charge de retraite des nouveaux organismes consolidés, soit 17 millions de dollars en 1998-1999.

(3) Comprend en 1998-1999, un versement de 340 millions de dollars à la Caisse de dépôt et placement du Québec conformément aux ententes conclues dans le cadre du programme de départs volontaires de juillet 1997.

(4) Excluant les revenus produits par le Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

TABLEAU 2.17

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT
(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale				Après réforme de la comptabilité gouvernementale	
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1997-1998	1998-1999
Variation de l'encaisse						
• Fonds consolidé du revenu	-573	853	1 433	-22	-22	-2 814
• Organismes consolidés	—	—	—	—	186	514
Total de la variation de l'encaisse	- 573	853	1 433	- 22	164	-2 300
Variation de la dette directe						
• Fonds consolidé du revenu						
- Nouveaux emprunts	8 656	5 227	7 049	9 038	9 027	9 336
- Remboursements d'emprunts	- 3 212	- 3 058	- 6 255	- 7 970	-8 015	-6 242
	5 444	2 169	794	1 068	1 012	3 094
• Organismes consolidés						
- Nouveaux emprunts	—	—	—	—	1 094	106
- Remboursements d'emprunts	—	—	—	—	-811	-255
	—	—	—	—	283	-149
Total de la variation de la dette directe	5 444	2 169	794	1 068	1 295	2 945
Fonds d'amortissement des régimes de retraite⁽¹⁾	5	- 74	- 91	- 73	-84	-1 030
Total du financement des opérations	4 876	2 948	2 136	973	1 375	- 385

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

(1) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite du secteur public. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et portés en diminution des intérêts inscrits au compte des régimes de retraite.

TABLEAU 2.18

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 1998-1999 POUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Montant en dollars canadiens ⁽¹⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
388	—	6,00	1 ^{er} mai	2029-10-01	97,000	6,218
392	—	6,00	25 mai	2029-10-01	98,039	6,141
105	—	4,50	28 mai	2026-12-01	104,516	4,226
395	—	6,00	1 ^{er} juin	2029-10-01	98,779	6,087
104	—	4,50	4 juin	2026-12-01	104,463	4,229
226 ⁽⁴⁾	—	7,75	30 juin	2006-03-30	112,890	5,670
72	6 727 ¥	1,91 *	30 juin	2008-06-30	100,000	1,900
93	500 SEK	5,25 *	7 juillet	2004-07-07	101,950	4,867
53	—	4,50	13 juillet	2026-12-01	104,961	4,199
100 ⁽⁴⁾	—	6,00	27 juillet	2029-10-01	99,961	6,002
1 058	1 250 DM	5,125 *	18 août	2009-01-04	99,623	5,112
14	—	4,50	2 septembre	2026-12-01	96,008	4,758
10	—	4,50	18 septembre	2026-12-01	98,361	4,604
5	—	4,50	7 octobre	2026-12-01	96,511	4,725
10	—	4,50	19 octobre	2026-12-01	94,948	4,830
95	—	4,78 *	27 octobre	1999-10-27	99,950	4,833
77	—	6,00	28 octobre	2001-10-15	102,885	4,941
18	—	6,00	28 octobre	2001-10-15	102,768	4,983
46	50 DM	variable	20 novembre	2008-11-20	99,900	variable
306	—	6,00	21 décembre	2029-10-01	101,946	5,862
249	—	5,50	15 janvier	2009-06-01	99,439	5,571
10	—	4,50	2 février	2026-12-01	97,620	4,653
98 ⁽⁴⁾	—	6,00	3 février	2029-10-01	102,047	5,855
309	—	5,50	8 février	2009-06-01	99,804	5,524
1 483	1 000 \$US	5,75	18 février	2009-02-15	99,738	5,785
161 ⁽⁴⁾	—	5,50	4 mars	2009-06-01	97,449	5,833
211 ⁽⁴⁾	—	7,75	4 mars	2006-03-30	111,224	5,792
89 ⁽⁴⁾	—	5,25	4 mars	2002-04-01	98,977	5,615
989 ⁽⁵⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
689 ⁽⁶⁾	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
191 ⁽⁷⁾	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
574 ⁽⁸⁾	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
716 ⁽⁹⁾	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
9 336 ⁽¹⁰⁾						

* Intérêts payables annuellement.

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(2) Les intérêts sont payables semestriellement à l'exception de ceux marqués d'un astérisque.

(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(4) La Caisse de dépôt et placement du Québec a souscrit en entier ces emprunts.

(5) Produits d'épargne.

(6) Billets à moyen terme sur le marché canadien.

(7) Billets à moyen terme sur le marché américain.

(8) Billets à moyen terme sur divers marchés européens.

(9) Montants encaissés en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises.

(10) Excluant les emprunts réalisés pour financer principalement les établissements des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation, qui s'élèvent à 708 millions de dollars.

N.B. : Le gouvernement du Québec dispose, auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant de 3 500 millions de dollars américains. Aucun tirage n'est en cours sur ces conventions de crédit.

TABLEAU 2.19

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 1998-1999 POUR LES ORGANISMES CONSOLIDÉS ⁽¹⁾

Montant en dollars canadiens	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
100 ⁽⁴⁾	—	7,50	29 décembre	2003-12-01	110,584	5,044
90 ⁽⁴⁾	—	5,50	8 février	2009-06-01	99,804	5,524
190						

(1) Incluant un emprunt de 84 millions de dollars effectué pour le financement des travaux d'organismes municipaux.

(2) Les intérêts sont payables semestriellement.

(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(4) La Caisse de dépôt et placement du Québec a souscrit en entier ces emprunts.

TABLEAU 2.20

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 1998-1999 PAR LE GOUVERNEMENT POUR FINANCER PRINCIPALEMENT LES ÉTABLISSEMENTS DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX AINSI QUE DE L'ÉDUCATION

Montant en dollars canadiens	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽¹⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽²⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
113 ⁽³⁾	—	7,75	16 juin	2006-03-30	113,267	5,621
142 ⁽³⁾	—	11,00	17 juin	2009-04-01	142,441	5,682
100 ⁽³⁾	—	6,50	16 décembre	2007-10-01	108,285	5,307
97 ⁽³⁾	—	10,00	21 décembre	2010-06-28	138,294	5,474
149	—	5,50	15 janvier	2009-06-01	99,439	5,571
107 ⁽⁴⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
708						

(1) Les intérêts sont payables semestriellement.

(2) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(3) Emprunts souscrits par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

(4) Emprunts réalisés à même les remboursements des organismes consolidés.

TABLEAU 2.21

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 1998 PAR HYDRO-QUÉBEC

Montant en dollars canadiens ⁽¹⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
95 ⁽⁴⁾	96 FS	3,60 *	6 février	2008-02-06	—	—
496	—	5,50	6 mars	2003-05-15	99,266	5,663
584	750 DM	5,375 *	19 mars	2008-03-19	102,289	5,08
137	—	10,00	12 mai	2011-09-26	137,433	5,910
544 ⁽⁵⁾	90 \$US	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
74 ⁽⁶⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
511 ⁽⁷⁾	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
40 ⁽⁸⁾	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
2 481						

* Intérêts payables annuellement.

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent à la valeur des transactions d'échange de devises ou en équivalent canadien de leur valeur nominale à la date de réalisation.

(2) Les intérêts sont payables semestriellement à l'exception de celui marqué d'un astérisque.

(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(4) La Caisse de dépôt et placement du Québec a souscrit en entier cet emprunt.

(5) Billets à moyen terme sur le marché canadien.

(6) Billets à moyen terme sur le marché américain.

(7) Montants encaissés en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises.

(8) Montants d'intérêts capitalisés sur des emprunts émis à fort taux de prime ou d'escompte.

N.B. : Hydro-Québec dispose, auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant équivalent à 1 800 millions de dollars américains. Aucun tirage n'était en cours sur ces conventions de crédit au 31 décembre 1998.

Section 2

Annexe 2.1

Données du Discours sur le budget 1998-1999 selon le nouveau cadre comptable du gouvernement

Les prévisions financières présentées au Discours sur le budget du 31 mars 1998 n'intégraient pas de façon détaillée les données relatives au nouveau cadre comptable du gouvernement.

L'impact global de ce changement, tel que présenté au budget 1998-1999, était de 73 millions de dollars pour l'année financière 1998-1999, dont 55 millions de dollars à l'égard des organismes consolidés, portant le déficit prévu de 1 127 millions de dollars à 1 200 millions de dollars.

La prévision à l'égard des nouveaux organismes consolidés a dû être redressée afin d'incorporer les revenus et dépenses de certains organismes pour lesquels seuls les résultats nets étaient disponibles au moment du Discours sur le budget de mars dernier. Dans un cas, l'Agence métropolitaine de transport n'avait pas soumis de prévision précisant les niveaux de revenus et de dépenses prévus. Par ailleurs, la Société d'habitation du Québec devait modifier sa structure juridique et financière en conformité avec les dispositions prévues pour la mise en place du nouveau cadre comptable. Ainsi, les revenus et dépenses prévus pour cet organisme au moment du budget ont donc été ajustés maintenant que l'impact du changement de structure est connu. À noter que ces redressements n'affectent pas les résultats nets prévus au Discours sur le budget de mars 1998.

Le nouveau cadre comptable a aussi eu pour effet d'augmenter les besoins financiers nets prévus de 827 millions de dollars pour les porter à 1 027 millions de dollars. La variation des emprunts des organismes consolidés a été de 515 millions de dollars et celle du Fonds consolidé du revenu de 312 millions de dollars. Dans ce dernier cas, l'augmentation résulte de la hausse des contributions du gouvernement de 256 millions de dollars à l'égard du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, suite à l'application de nouvelles conventions comptables relatives aux immobilisations, et de 56 millions de dollars pour le Fonds de gestion des départs assistés.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
PRÉVISIONS FINANCIÈRES AU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 31 MARS 1998
APRÈS RÉFORME DE LA COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE
(en millions de dollars)

	Budget du 1998-03-31 avant réforme comptable	Réforme comptable				Budget du 1998-03-31 après réforme comptable
		Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés Prévision du budget	Redres- sement	Prévision redressée	
Opérations budgétaires						
Revenus autonomes	34 618	342 ⁽¹⁾	1 410	127	1 537	36 497
Transfert fédéraux	6 097	—	48	215	263	6360
Total des revenus	40 715	342	1 458	342	1 800	42 857
Dépenses de programmes	- 35 444	687	- 894	- 342	- 1 236	- 35 993
Service de la dette	- 6 398	- 1 047	- 619	—	- 619	- 8 064
Total des dépenses	- 41 842	- 360	- 1 513	- 342	- 1 855	- 44 057
Déficit	- 1 127	- 18	- 55	—	- 55	- 1 200
Opérations non budgétaires						
Placements, prêts et avances	- 1 070	- 345	—	—	—	- 1 415
Immobilisations	—	132	- 585	—	- 585	- 453
Régimes de retraite	1 729	312	—	—	—	2 041
Autres comptes	268	- 393	125	—	125	—
Surplus	927	- 294	- 460	—	- 460	173
Besoins financiers nets	- 200	- 312	- 515	—	- 515	- 1 027
Opérations de financement						
Variation de l'encaisse	—	—	—	—	—	—
Variation de la dette directe	1 300	312	515	—	515	2 127
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	- 1 100	—	—	—	—	- 1 100
Total du financement des opérations	200	312	515	—	515	1 027

N.B. Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

(1) Correspond aux bénéfices nets des entreprises du gouvernement comptabilisées à la valeur de consolidation.

Section 2

Annexe 2.2

Liste des organismes consolidés

ORGANISMES

Agence de l'efficacité énergétique
 Agence métropolitaine de transport
 Bibliothèque nationale du Québec
 Commissaire de l'industrie de la construction
 Commission de la capitale nationale du Québec
 Commission de reconnaissance des associations d'artistes
 Commission des lésions professionnelles
 Commission des normes du travail
 Commission des services juridiques
 Commission des valeurs mobilières du Québec
 Conseil des arts et des lettres du Québec
 Conseil des assurances de dommages
 Conseil des assurances de personnes
 Corporation d'urgences-santé de la région
 de Montréal métropolitain
 Fondation de la faune du Québec
 Fonds d'aide aux recours collectifs
 Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
 Fonds de la recherche en santé du Québec
 Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
 Grande bibliothèque
 Héma-Québec⁽¹⁾
 Institut de police du Québec
 Institut de recherche et d'information sur la rémunération
 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
 Institut national de santé publique du Québec
 Investissement-Québec
 Musée d'art contemporain de Montréal
 Musée de la civilisation
 Musée du Québec
 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
 Office des professions du Québec
 Parc technologique du Québec métropolitain
 Régie de l'assurance-maladie du Québec
 Régie de l'énergie
 Régie des installations olympiques
 Sidbec
 Société de développement des entreprises culturelles
 Société de financement agricole
 Société de la Place des Arts de Montréal
 Société de télédiffusion du Québec
 Société d'habitation du Québec
 Société d'investissement Jeunesse
 Société du Centre des congrès de Québec
 Société du Grand Théâtre de Québec
 Société du Palais des congrès de Montréal
 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud

Société immobilière du Québec
 Société nationale de l'amiante
 Société québécoise d'assainissement des eaux
 Société québécoise d'information juridique
 Société québécoise de récupération et de recyclage
 Société des traversiers du Québec
 Tribunal administratif du Québec

FONDS SPÉCIAUX

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
 Fonds d'assistance financière pour certaines
 régions sinistrées
 Fonds de l'assurance-médicaments
 Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier
 Fonds de développement du marché du travail
 Fonds de développement régional
 Fonds de financement
 Fonds de gestion des départs assistés
 Fonds de gestion de l'équipement roulant
 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
 Fonds de la réforme du cadastre québécois
 Fonds de l'état civil
 Fonds de l'industrie des courses de chevaux
 Fonds de l'information gouvernementale
 Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail
 Fonds de partenariat touristique
 Fonds de perception
 Fonds des contributions des automobilistes au
 transport en commun
 Fonds des pensions alimentaires⁽²⁾
 Fonds des registres du ministère de la Justice
 Fonds des services gouvernementaux
 Fonds des services de police
 Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor
 Fonds des technologies de l'information du ministère de
 l'Emploi, Solidarité et Condition féminine
 Fonds des technologies de l'information
 du ministère des Finances
 Fonds des technologies de l'information
 du ministère du Revenu
 Fonds d'information géographique et foncière
 Fonds du Bureau de la statistique du Québec
 Fonds forestier
 Fonds pour la vente de biens et services du
 ministère des Ressources naturelles
 Fonds relatif à la tempête du verglas
 Fonds spécial de financement des activités locales
 Fonds spécial olympique.

N.B. : Cette liste ne comprend que les organismes et fonds spéciaux actifs dans l'année financière 1998-1999.

(1) Les prévisions financières de cet organisme n'étaient pas disponibles pour l'année financière 1998-1999.

(2) Cette entité effectue aussi des opérations de nature fiduciaire.

Section 2

Annexe 2.3

Impact du grand verglas de janvier 1998 sur les équilibres financiers du gouvernement

Selon les dernières estimations, le grand verglas de janvier 1998 aura coûté au gouvernement du Québec et à Hydro-Québec 1 656 millions de dollars. Cette somme couvre pour l'essentiel les mesures d'urgence déployées lors du sinistre, l'aide gouvernementale directe aux personnes, institutions, municipalités et entreprises, la remise en état des réseaux de transport et de distribution d'électricité ainsi que les pertes de revenus :

- les ministères du gouvernement du Québec auront encouru des dépenses totales évaluées à 749 millions de dollars; il s'agit essentiellement des coûts reliés à la mise en place des mesures d'urgence et de l'aide gouvernementale aux sinistrés;
- les coûts totaux pour Hydro-Québec sont estimés à 815 millions de dollars :
 - 90 millions de dollars à titre de pertes de revenus;
 - 200 millions de dollars pour les frais encourus pour le déploiement des mesures d'urgence; ces frais seront remboursés à Hydro-Québec par le gouvernement;
 - 525 millions de dollars d'investissements pour assurer une réalimentation rapide des clients et une remise en état des installations;
- les pertes de revenus autonomes pour le gouvernement, excluant les sociétés d'État, sont estimées à 75 millions de dollars;
- les pertes de revenus encourues par Loto-Québec et la Société des alcools du Québec sont évaluées à 17 millions de dollars.

Les coûts reliés au grand verglas sont admissibles à une compensation du gouvernement fédéral. La participation fédérale est évaluée à 628 millions de dollars, dont 150 millions de dollars ont déjà été versés. Ainsi, l'impact sur les équilibres financiers du gouvernement du Québec est ramené à 1 028 millions de dollars.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec continue de réclamer du fédéral le remboursement d'une partie des coûts encourus par Hydro-Québec pour le déploiement des mesures d'urgence (200 millions de dollars) et la remise en état de son réseau (235 millions de dollars).

IMPACT DU GRAND VERGLAS

(en millions de dollars)

	Coûts et pertes de revenus présentés au Discours sur le budget	Coûts et pertes de revenus révisés	Variations
Dépenses des ministères	- 964	- 749	215
Hydro-Québec			
• pertes de revenus	- 90	- 90	—
• dépenses relatives aux mesures d'urgence	- 200	- 200	—
• investissements pour remettre en état les réseaux de transport et de distribution d'électricité ⁽¹⁾	- 525	- 525	—
	- 815	- 815	—
Pertes de revenus autonomes (excluant les Sociétés d'État)	- 175	- 75	100
Loto-Québec et Société des alcools du Québec			
• pertes de revenus	- 17	- 17	—
Coût total	- 1 971	- 1 656	315
Moins :			
• part des dépenses assumée par le gouvernement fédéral			
— dépenses des ministères	837	628	209
— dépenses d'Hydro-Québec	0	0	0
Impact sur les équilibres financiers du gouvernement du Québec⁽²⁾	- 1 134	- 1 028	106

N.B. : Un montant négatif signifie une baisse des revenus ou une hausse des dépenses.

(1) Le gouvernement du Québec s'est engagé à verser 235 millions de dollars sur un plan d'amortissement décennal.

(2) À l'exclusion des investissements d'Hydro-Québec pour la remise en état de ses réseaux de transport et de distribution d'électricité (525 millions de dollars), l'impact total sur les équilibres financiers du gouvernement du Québec s'établit à 503 millions de dollars, dont 459 millions de dollars ont été comptabilisés en 1997-1998, 32 millions de dollars en 1998-1999 et 12 millions de dollars qui le seront dans les exercices financiers subséquents.

Section 3

Orientations budgétaires et financières du gouvernement

Présentation	3
Le déficit zéro est atteint un an plus tôt que prévu	3
Une situation financière nettement améliorée	5
Les revenus du gouvernement	9
Les dépenses du gouvernement.....	17
Annexes	
3.1 Provenance et utilisation des excédents par rapport aux prévisions du Discours sur le budget 1998-1999	23
3.2 Informations additionnelles sur les revenus budgétaires en 1999-2000	27
3.3 Informations additionnelles sur la situation financière du gouvernement du Québec	33

Présentation

Cette section du plan budgétaire 1999-2000 présente les orientations budgétaires et financières poursuivies par le gouvernement du Québec. Les prévisions de revenus, de dépenses, de déficit budgétaire et de besoins financiers nets y sont présentées, compte tenu des hypothèses économiques retenues ainsi que des politiques fiscales et budgétaires annoncées dans le Discours sur le budget 1999-2000. Cette section comprend également plusieurs indicateurs permettant de faire le point sur la situation financière du gouvernement.

Le déficit zéro est atteint un an plus tôt que prévu

Premier budget équilibré depuis 40 ans

Le déficit est éliminé dès 1998-1999 et l'équilibre budgétaire est maintenu par la suite. L'atteinte du déficit zéro est donc devancée d'un an par rapport à l'échéancier prévu dans la Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire. Il s'agit du premier budget équilibré depuis 40 ans par un gouvernement du Québec.

TABLEAU 3.1

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES⁽¹⁾⁽²⁾ (en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale				Après réforme de la comptabilité gouvernementale			
	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1997-98	1998-99 ^P	99-2000 ^P	2000-01 ^P
Opérations budgétaires								
Revenus autonomes	29 451	30 641	31 170	33 779	35 815	37 738	38 284	38 952
Transferts fédéraux	7 510	8 142	6 719	5 672	5 990	8 002	6 908	6 839
Total des revenus	36 961	38 783	37 889	39 451	41 805	45 740	45 192	45 791
Dépenses d'opérations	- 36 901	- 36 696	- 35 246	- 35 610	- 36 622	- 38 482	- 37 593	- 38 162
Service de la dette	- 5 874	- 6 038	- 5 860	- 5 886	- 7 360	- 7 258	- 7 599	- 7 629
Total des dépenses	- 42 775	- 42 734	- 41 106	- 41 496	- 43 982	- 45 740	- 45 192	- 45 791
Déficit	- 5 814	- 3 951	- 3 217	- 2 045	- 2 177	0	0	0
Opérations non budgétaires	938	1 003	1 081	1 072	802	385	240	648
Besoins financiers nets	- 4 876	- 2 948	- 2 136	- 973	- 1 375	385	240	648

P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes.

(1) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(2) Sur la base de la structure budgétaire et financière en vigueur en 1999-2000.

Des surplus financiers nets sont dégagés dès 1998-1999

Des surplus financiers nets seront enregistrés dès cette année, soit 385 millions de dollars en 1998-1999, 240 millions de dollars en 1999-2000 et 648 millions de dollars en 2000-2001. En excluant les besoins de financement des organismes consolidés, des surplus de 750 millions de dollars seront dégagés à chacune de ces années.

Le redressement des finances publiques a été remarquable. En l'espace de seulement quatre ans, le déficit est passé d'un sommet de 5 814 millions de dollars en 1994-1995 à zéro en 1998-1999.

Respect intégral des exigences de la Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire

De plus, le gouvernement a respecté intégralement les cibles de déficit prévues dans la Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire. Cette loi fixait les plafonds de déficit à 3 275 millions de dollars pour 1996-1997, 2 200 millions de dollars pour 1997-1998, 1 200 millions de dollars pour 1998-1999 et zéro à compter de 1999-2000.

Pour les exercices financiers 1996-1997 et 1997-1998, le déficit a été inférieur aux cibles fixées de 58 et de 23 millions de dollars respectivement. Pour l'exercice financier 1998-1999, le résultat atteint, soit le déficit zéro, est inférieur de 1 200 millions de dollars à la cible autorisée par la loi et à celle prévue dans le budget de mars 1998. Ainsi, jusqu'à maintenant, le gouvernement a accumulé des excédents de 1 281 millions de dollars qui pourraient servir, conformément aux dispositions de la loi, à compenser des dépassements éventuels par rapport au déficit zéro au cours des prochaines années.

TABLEAU 3.2

DÉFICIT BUDGÉTAIRE PRÉVU ET RÉALISÉ

(en millions de dollars)

	1995-96	1996-97	1997-98 ⁽¹⁾	1998-99 ^{P(1)}
Déficit prévu lors du Discours sur le budget de chacune des années	- 3 975	- 3 275	- 2 200	- 1 200
Déficit réalisé	- 3 966 ⁽²⁾	- 3 217 ⁽²⁾	- 2 177	0
Écart	9	58	23	1 200
Écart cumulé par rapport à la loi	—	58	81	1 281
Déficit redressé ⁽³⁾	- 3 951	- 3 217	- 2 177	0

P : Résultats préliminaires.

(1) Selon le nouveau cadre comptable du gouvernement mis en place à compter de l'année financière 1997-1998.

(2) Données sur la base des comptes publics reflétant les conventions comptables en vigueur à chacune de ces années.

(3) Sur la base de la structure budgétaire en vigueur en 1999-2000.

Une situation financière nettement améliorée

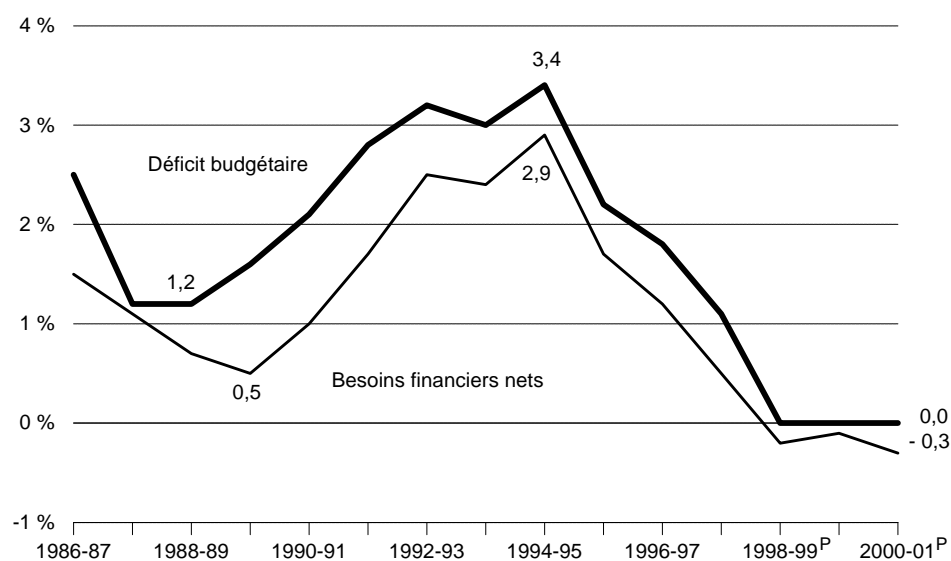
La situation financière du gouvernement s'est nettement améliorée au cours des dernières années. Le gouvernement entend poursuivre dans cette voie et maintenir une gestion rigoureuse des finances publiques pour les années à venir.

Le déficit budgétaire en proportion du produit intérieur brut (PIB) a été ramené de 3,4 % en 1994-1995 à zéro à compter de 1998-1999.

De plus, le gouvernement dégagera des surplus financiers nets importants. Ils représenteront 0,3 % du PIB en 2000-2001.

GRAPHIQUE 3.1

DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET BESOINS FINANCIERS NETS (en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes.

La baisse du taux d'endettement du gouvernement se poursuit

La lutte acharnée menée contre le déficit a permis de réduire graduellement le taux d'endettement du gouvernement depuis 1994-1995. À noter que la réforme de la comptabilité gouvernementale, annoncée lors du dernier budget, a modifié la présentation de certains postes du passif pour un montant de 17,3 milliards de dollars au 1^{er} avril 1997, en raison :

- de la nouvelle comptabilisation des engagements à l'égard des régimes de retraite (13,3 milliards de dollars);
- de l'ajout de la dette des organismes consolidés (4 milliards de dollars).

Il est important de noter que cette modification ne change en rien la situation financière du gouvernement; toute cette information financière était déjà connue et divulguée en totalité en note complémentaire aux états financiers pour ce qui est des régimes de retraite et aux comptes publics pour ce qui est des organismes consolidés.

Le taux d'endettement du gouvernement diminue sur l'horizon de prévision

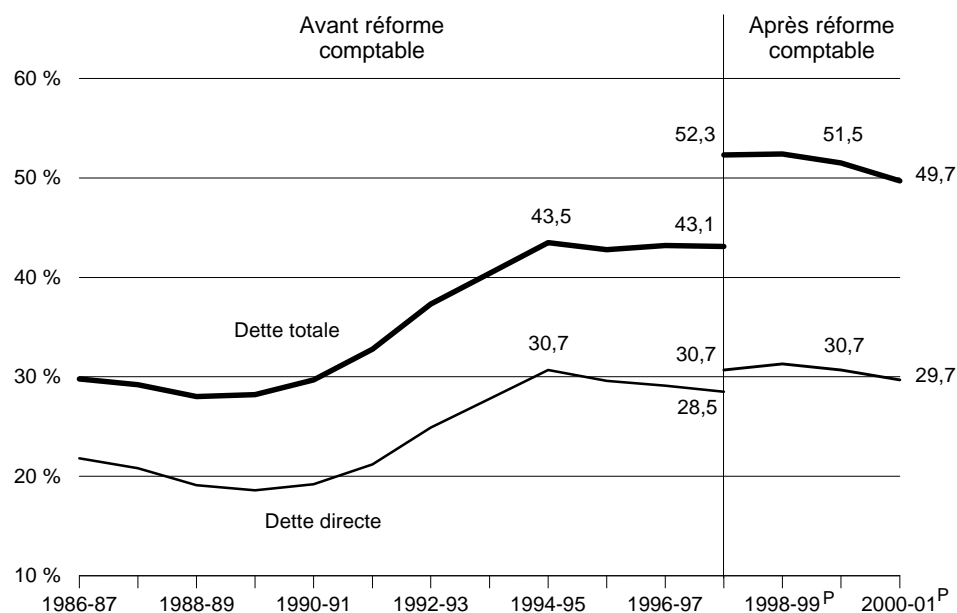
Malgré cet ajustement, la tendance à la baisse du ratio dette/PIB se poursuit sur l'horizon de prévision.

Le ratio de la dette directe au PIB passera de 30,7 % en 1997-1998 à 29,7 % à la fin de l'exercice 2000-2001.

Quant à la dette totale, qui comprend la dette directe et la totalité des engagements du gouvernement à l'égard des régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic, son importance par rapport au PIB devrait diminuer pour passer de 52,3 % en 1997-1998 à 49,7 % en 2000-2001.

GRAPHIQUE 3.2

DETTE DU GOUVERNEMENT À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE⁽¹⁾⁽²⁾
(en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes.

(1) Données ajustées en excluant l'impact des mesures d'anticipation de dépenses effectuées de 1987-1988 à 1989-1990.

(2) Excluant des emprunts de 2 814 millions de dollars effectués par anticipation en 1998-1999.

La part des revenus du gouvernement consacrée au paiement des intérêts sur la dette diminue graduellement

Le redressement du niveau de la dette au 1^{er} avril 1997, à la suite de la réforme de la comptabilité gouvernementale, a entraîné un redressement correspondant du service de la dette à compter de 1997-1998.

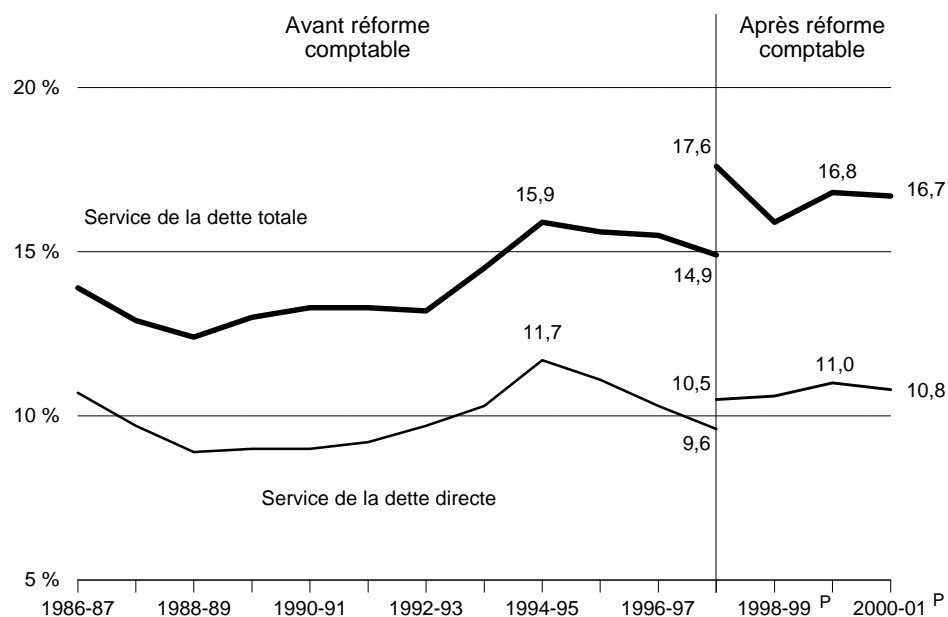
Ainsi, le service de la dette directe, qui exclut les intérêts sur le compte des régimes de retraite, comprend dorénavant le service de la dette des nouveaux organismes consolidés. Sur l'horizon de prévision, la proportion des revenus budgétaires consacrée au service de la dette directe devrait demeurer stable à moins de 11 %.

Quant à la part des revenus budgétaires consacrée au service de la dette totale, elle devrait diminuer pour passer de 17,6 % en 1997-1998 à 16,7 % des revenus budgétaires en 2000-2001. La réduction prononcée en 1998-1999 découle de la baisse significative du taux d'intérêt utilisé dans le calcul des frais d'intérêts applicable aux régimes de retraite à la suite de la nouvelle évaluation actuarielle. En 1999-2000, la réduction du niveau des revenus budgétaires par rapport à 1998-1999 entraîne une hausse du ratio à 16,8 %.

GRAPHIQUE 3.3

SERVICE DE LA DETTE⁽¹⁾

(en pourcentage des revenus budgétaires)



P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes.

(1) Données ajustées en excluant l'impact des mesures d'anticipation de dépenses effectuées de 1987-1988 à 1989-1990.

Les revenus du gouvernement

Les revenus budgétaires

Les revenus budgétaires du gouvernement devraient totaliser 45 192 millions de dollars en 1999-2000, soit 38 284 millions de dollars au chapitre des revenus autonomes et 6 908 millions de dollars au titre des transferts fédéraux. Après avoir enregistré une hausse de 9,4 % en 1998-1999, les revenus budgétaires devraient diminuer de 1,2 % en 1999-2000 et augmenter de 1,3 % en 2000-2001.

Par ailleurs, tel que l'indique le tableau suivant, la réforme de la comptabilité gouvernementale a ajouté en 1997-1998 près de 2,4 milliards de dollars aux revenus budgétaires, dont 1,8 milliard de dollars au titre des organismes consolidés. Cet ajout aux revenus budgétaires a une contrepartie du même ordre aux dépenses du gouvernement, de sorte que l'impact sur le déficit, tel que présenté au tableau 3.1, est de 132 millions de dollars.

TABLEAU 3.3

ÉVOLUTION DES REVENUS BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale				Après réforme de la comptabilité gouvernementale			
	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1997-98	1998-99 ^P	99-2000 ^P	2000-01 ^P
Revenus autonomes	29 451	30 641	31 170	33 779	35 815	37 738	38 284	38 952
Variation en %	2,2	4,0	1,7	8,4	n.a.	5,4	1,4	1,7
Transferts fédéraux	7 510	8 142	6 719	5 672	5 990	8 002	6 908	6 839
Variation en %	- 3,5	8,4	- 17,5	- 15,6	n.a.	33,6	- 13,7	- 1,0
Revenus budgétaires	36 961	38 783	37 889	39 451	41 805	45 740	45 192	45 791
Variation en %	1,0	4,9	- 2,3	4,1	n.a.	9,4	- 1,2	1,3
Taux de croissance du PIB nominal en % *	5,3	4,4	1,1	3,4	3,4	2,0	2,9	4,2
Taux d'inflation au Canada en % *	0,2	2,2	1,6	1,6	1,6	0,9	1,5	1,6

P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes.

n.a. : Non applicable.

* Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière.

Les revenus autonomes

Les revenus autonomes devraient augmenter de 5,4 % en 1998-1999 par rapport à la période précédente. Des progressions soutenues seront enregistrées à l'impôt sur le revenu des particuliers, au Fonds des services de santé, aux taxes à la consommation, de même qu'au titre des revenus des entreprises du gouvernement et des organismes consolidés au périmètre gouvernemental.

La bonne performance des revenus autonomes s'explique essentiellement par l'accélération de la croissance des principales assiettes taxables, sauf celles des impôts des sociétés. Elle reflète également le rétablissement des profits d'Hydro-Québec qui avaient été affectés négativement à la fin de 1997-1998 par la tempête de verglas.

TABLEAU 3.4

ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES PAR SOURCE (en millions de dollars)

	1998-1999 ^P	1999-2000 ^P	2000-2001 ^P
Impôt sur le revenu des particuliers	15 115	15 293	15 748
Variation en %	4,6	1,2	3,0
Fonds des services de santé	4 057	4 083	4 002
Variation en %	4,2	0,6	- 2,0
Impôts des sociétés	3 265	3 325	3 609
Variation en %	- 5,2	1,8	8,5
Taxes à la consommation	8 283	8 455	8 719
Variation en %	13,5	2,1	3,1
Autres revenus	2 352	2 412	2 421
Variation en %	- 7,8	2,6	0,4
Sous-total excluant les entreprises du gouvernement et les organismes consolidés	33 072	33 568	34 499
Variation en %	4,5	1,5	2,8
Entreprises du gouvernement	3 021	2 937	2 771
Variation en %	10,5	- 2,8	- 5,7
Organismes consolidés	1 645	1 779	1 682
Variation en %	14,2	8,1	- 5,5
Revenus autonomes	37 738	38 284	38 952
Variation en %	5,4	1,4	1,7
Taux de croissance en % ⁽¹⁾ :			
Demande intérieure finale	3,9	3,2	3,1
PIB	2,0	2,9	4,2

P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes.

(1) Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière.

Pour 1999-2000 et 2000-2001, un ralentissement du rythme de progression des revenus autonomes est prévu. En 1999-2000, l'augmentation devrait s'établir à 1,4 % en raison notamment des mesures fiscales annoncées au budget 1999-2000 ainsi qu'aux budgets des deux dernières années. Le ralentissement de la croissance sera plus marqué à l'impôt sur le revenu des particuliers, au Fonds des services de santé et aux taxes à la consommation. En 2000-2001, la hausse devrait être limitée à 1,7 %, étant donné que les mesures fiscales atteindront leur plein impact.

En ce qui concerne l'évolution des revenus par source :

- l'impôt sur le revenu des particuliers, la plus importante source de revenus du gouvernement⁽¹⁾, devrait augmenter de 1,2 % en 1999-2000 pour s'établir à près de 15,3 milliards de dollars. Au cours de cet exercice financier, la progression des rentrées fiscales découlant de la croissance des revenus assujettis à l'impôt sera réduite par l'impact sur une pleine année de la baisse d'impôt en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998. En 2000-2001, l'augmentation des revenus s'établira à 3 %, une hausse compatible avec la croissance des revenus assujettis à l'impôt en tenant compte de l'impact des baisses de fardeau fiscal annoncées dans le présent budget;
- les cotisations au Fonds des services de santé devraient croître de 0,6 % en 1999-2000, la hausse occasionnée par la croissance des salaires et traitements étant presque entièrement compensée par la réduction du taux de cotisation des petites et moyennes entreprises en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999 dans le cadre de la réforme de la fiscalité des entreprises annoncée lors du budget 1998-1999. En 2000-2001, une diminution de 2 % des cotisations au Fonds des services de santé est anticipée en raison notamment de la réduction additionnelle du taux de cotisation des petites et moyennes entreprises qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2000;
- la croissance de 1,8 % des revenus attendus aux impôts des sociétés en 1999-2000, malgré la stagnation anticipée de la croissance des bénéfices des sociétés, découle de l'augmentation du taux d'imposition des profits des petites et moyennes entreprises dans le cadre de la réforme de la fiscalité des entreprises. En 2000-2001, l'augmentation des revenus devrait s'établir à 8,5 % compte tenu du redressement anticipé de la croissance des bénéfices;
- les revenus des taxes à la consommation devraient afficher une hausse de 2,1 % en 1999-2000 et de 3,1 % en 2000-2001, un rythme de progression comparable à celui de la consommation des ménages compte tenu de l'évolution des remboursements de taxe sur intrants;

(1) L'annexe 3.2 présente notamment la répartition des revenus autonomes du gouvernement pour les principales sources depuis 1970-1971.

- en ce qui concerne les revenus des entreprises du gouvernement, il est prévu qu'ils diminueront de 2,8 % en 1999-2000 en raison de la baisse anticipée des revenus des entreprises ajoutées au périmètre comptable du gouvernement. Cette diminution est toutefois atténuée par la hausse prévue des bénéfices de la Société des alcools du Québec, de Loto-Québec et d'Hydro-Québec. En 2000-2001, la baisse prévue de 5,7 % découle principalement de la diminution attendue du bénéfice d'Hydro-Québec en raison notamment de charges d'intérêt plus élevées;
- quant aux revenus des organismes consolidés, ils devraient croître de 8,1 % en 1999-2000, notamment en raison de la reprise des versements d'une partie de la taxe sur le tabac au Fonds spécial olympique. Ces versements avaient été interrompus en 1998-1999 à la suite de la vente du Village olympique. En 2000-2001, les revenus des organismes consolidés devraient chuter de 5,5 %, en raison de la réduction des prélèvements du Fonds de financement des activités locales et parce que les sommes nécessaires à la constitution du Fonds de lutte à la pauvreté auront été entièrement pourvues dès la fin de 1999-2000;
- enfin, les revenus provenant des autres sources devraient demeurer relativement stables en 1999-2000 et 2000-2001.

Lien entre l'évolution des revenus autonomes et la croissance de l'économie

Globalement, la croissance prévue des revenus autonomes devrait être similaire à celle de l'économie en terme nominal. En effet, une fois pris en compte l'impact financier des mesures fiscales, ainsi que celui des mesures visant à enrayer l'évasion fiscale et le travail au noir, le taux de croissance des revenus autonomes au cours des deux prochaines années devrait s'établir à 3,7 % en moyenne comparativement à une hausse de 3,5 % pour le produit intérieur brut.

TABLEAU 3.5

ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES ET DU PIB (en millions de dollars)

	1998-1999 ^P	1999-2000 ^P	2000-2001 ^P
Revenus excluant les entreprises du gouvernement et les organismes consolidés	33 010⁽¹⁾	33 568	34 499
Variation en %	—	1,7	2,8
Moins:			
❑ Impact des mesures du présent budget ⁽²⁾	—	– 75	– 436
❑ Impact des mesures des budgets 1997-1998 et 1998-1999 ⁽³⁾	– 122	– 484	– 765
❑ Mesures pour favoriser l'intégrité du régime fiscal	1 150	1 225	1 300
Revenus avant mesures	31 982	32 902	34 400
Variation en %	—	2,9	4,6
Produit intérieur brut	190 558	196 006	204 241
Variation en %	—	2,9	4,2
Élasticité⁽⁴⁾	—	1,01	1,08

P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes.

(1) Excluant un montant de 62 millions de dollars conservé à la taxe sur le tabac en 1998-1999 en raison de la vente du Village olympique. Source : tableau 3.4.

(2) Source : Discours sur le budget 1999-2000, Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget, Tableau «Impact financier des mesures fiscales et budgétaires», section 4, p. 2.

(3) Excluant les mesures pour percevoir tous les revenus dus au gouvernement et le report des remboursements de TVQ aux grandes entreprises. Sources : Discours sur le budget 1997-1998, Annexe A, p. 259 et 260 et Discours sur le budget 1998-1999, Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget, Section 3, p. 1 à 3.

(4) L'élasticité mesure le lien entre la croissance des revenus avant mesures et la croissance du produit intérieur brut. Une élasticité de 1,00 signifie qu'une augmentation de 1 % du produit intérieur brut entraîne une hausse des revenus autonomes de 1 %.

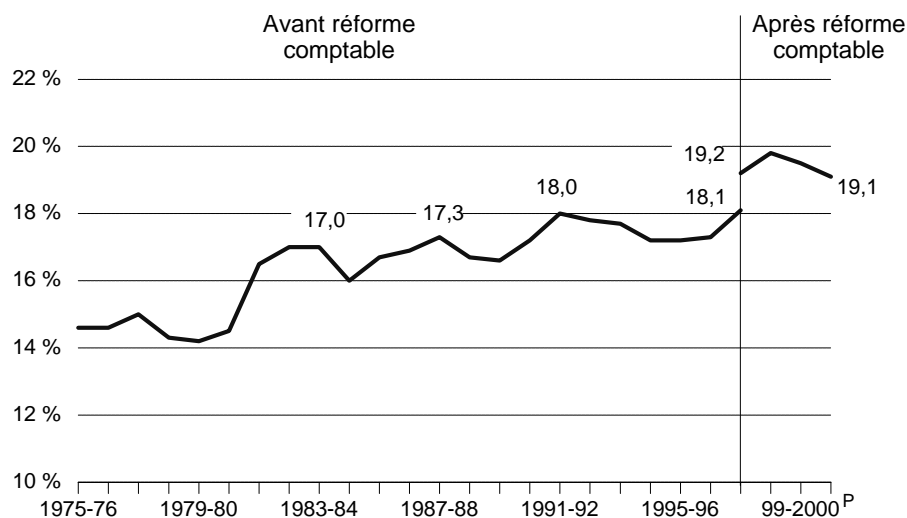
L'importance des revenus autonomes dans le produit intérieur brut s'établit, en incluant les organismes consolidés, à 19,2 % en 1997-1998. À partir de ce niveau, compte tenu des baisses de fardeau fiscal annoncées lors du présent budget ainsi qu'aux budgets des deux dernières années, le ratio revenus autonomes/PIB devrait diminuer sur l'horizon de prévision.

Toutefois, la croissance des revenus autonomes peut différer d'une année à l'autre de celle du PIB en raison de l'évolution relative des assiettes taxables comprises dans ce dernier. C'est ce qui se produit en 1998-1999, alors que la croissance du PIB est affectée à la baisse par la dégradation des termes de l'échange. Par contre, comme ils sont peu affectés par les exportations nettes, les revenus autonomes ont progressé davantage au rythme de croissance de la demande intérieure finale qui s'est établi à 3,9 %, soit près du double de celui du PIB (hausse de 2,0 %). Il en résulte une hausse ponctuelle du ratio revenus autonomes/PIB.

GRAPHIQUE 3.4

ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES

(en pourcentage du PIB)



P : Prévisions.

Les transferts fédéraux

Après avoir augmenté de 33,6 % en 1998-1999, les transferts financiers en provenance du gouvernement fédéral devraient diminuer de 13,7 % en 1999-2000 et de 1,0 % en 2000-2001.

Sur une base d'exercice, c'est-à-dire en imputant les montants encaissés à l'année à laquelle ils se rapportent, les transferts fédéraux augmentent de 0,7 % en 1998-1999. En excluant les revenus additionnels découlant de l'entente Canada-Québec relative au marché du travail, les transferts fédéraux auraient diminué de 5,6 %. Par la suite, ils devraient diminuer de 2,1 % en 1999-2000 et augmenter de 0,5 % en 2000-2001.

TABLEAU 3.6

ÉVOLUTION DES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX

(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale				Après réforme de la comptabilité gouvernementale			
	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1997-98	1998-99 ^P	99-2000 ^P	2000-01 ^P
Base de caisse								
Fonds consolidé du revenu	7 510	8 142	6 719	5 672	5 672	7 712	6 659	6 609
Variation en %	- 3,5	8,4	- 17,5	- 15,6	- 15,6	36,0	- 13,6	- 0,7
Organismes consolidés	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	318	290	249	230
Total	7 510	8 142	6 719	5 672	5 990	8 002	6 908	6 839
Variation en %	- 3,5	8,4	- 17,5	- 15,6	n.a.	33,6	- 13,7	- 1,0
Ajustement pour imputer les montants à l'année à laquelle ils se rapportent	415	- 140	60	1 004	1 004	- 959	- 12	91
Base d'exercice	7 925	8 002	6 779	6 676	6 994	7 043	6 896	6 930
Variation en %	1,3	1,0	- 15,3	- 1,5	n.a.	0,7	- 2,1	0,5

P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes. Ces montants incluent les revenus additionnels découlant de l'entente Canada-Québec relative au marché du travail.

n.a. : Non applicable.

Malgré les sommes additionnelles reçues en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) annoncées dans le dernier budget fédéral, les transferts fédéraux diminueront de manière importante en 1999-2000. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des revenus de péréquation et par la croissance de la valeur des transferts fiscaux au TCSPS⁽²⁾ qui réduit d'autant les versements en

(2) Les transferts fiscaux correspondent à des points d'impôt sur le revenu des particuliers et sur le revenu imposable des sociétés que le gouvernement fédéral a historiquement cessé de percevoir; les provinces ont occupé l'espace fiscal laissé vacant. Le gouvernement fédéral soustrait la valeur des transferts fiscaux afin d'établir les transferts financiers qu'il verse au Québec dans le cadre du TCSPS. Ainsi, lorsque la valeur des transferts fiscaux augmente, les transferts financiers au titre de ce programme diminuent.

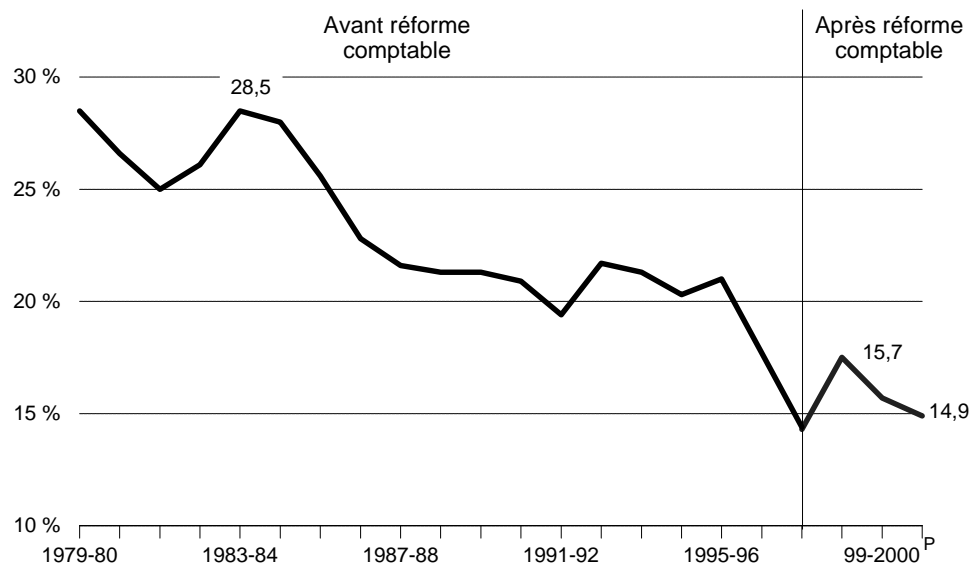
espèces. Les transferts financiers fédéraux diminueront de nouveau en 2000-2001 pour atteindre 6,8 milliards de dollars.

Compte tenu des coupures répétées du gouvernement fédéral au titre du financement des programmes sociaux depuis le début des années quatre-vingt, ces transferts, qui représentaient 28,5 % de l'ensemble des revenus budgétaires du gouvernement du Québec en 1983-1984, n'en représenteront plus que 14,9 % en 2000-2001. La hausse du TCSPS annoncée lors du dernier budget fédéral n'affectera pas fondamentalement cette tendance.

GRAPHIQUE 3.5

TRANSFERTS FINANCIERS FÉDÉRAUX AU QUÉBEC

(en pourcentage des revenus budgétaires)



P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes.

Les dépenses du gouvernement

Les dépenses budgétaires du gouvernement devraient totaliser 45 192 millions de dollars en 1999-2000. Les dépenses d'opérations compteront pour 37 593 millions de dollars, alors que le service de la dette s'élèvera à 7 599 millions de dollars.

Les dépenses d'opérations tiennent compte des dépenses de programmes des ministères ainsi que des dépenses des organismes consolidés. De même, le service de la dette comprend le service de la dette du Fonds consolidé du revenu et celui des organismes consolidés.

TABLEAU 3.7

ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES⁽¹⁾

(en millions de dollars)

	Avant réforme de la comptabilité gouvernementale				Après réforme de la comptabilité gouvernementale			
	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1997-98	1998-99 ^P	99-2000 ^P	2000-01 ^P
Dépenses d'opérations								
❑ Dépenses de programmes	- 36 901	- 36 696	- 35 246	- 35 610	- 35 475	- 37 115	- 36 238	- 37 031
Variation en %	2,0	- 0,6	- 4,0	1,0	n.a.	3,4 ⁽¹⁾	- 2,4	2,2
❑ Organismes consolidés	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	- 1 147	- 1 367	- 1 355	- 1 131
Total des dépenses d'opérations	- 36 901	- 36 696	- 35 246	- 35 610	- 36 622	- 38 482	- 37 593	- 38 162
Variation en %	2,0	- 0,6	- 4,0	1,0	n.a.	3,9 ⁽¹⁾	- 2,3	1,5
Service de la dette								
❑ Fonds consolidé du revenu	- 5 874	- 6 038	- 5 860	- 5 886	- 6 791	- 6 650	- 6 934	- 6 959
Variation en %	10,5	2,8	- 2,9	0,4	n.a.	- 2,1	4,3	0,4
❑ Organismes consolidés	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	- 569	- 608	- 665	- 670
Total du service de la dette	- 5 874	- 6 038	- 5 860	- 5 886	- 7 360	- 7 258	- 7 599	- 7 629
Variation en %	10,5	2,8	- 2,9	0,4	n.a.	- 1,4	4,7	0,4
Dépenses budgétaires	- 42 775	- 42 734	- 41 106	- 41 496	- 43 982	- 45 740	- 45 192	- 45 791
Variation en %	3,1	- 0,1	- 3,8	0,9	n.a.	3,0 ⁽¹⁾	- 1,2	1,3
Taux de croissance du PIB nominal en % *	5,3	4,4	1,1	3,4	3,4	2,0	2,9	4,2
Taux d'inflation au Canada en % *	0,2	2,2	1,6	1,6	1,6	0,9	1,5	1,6

P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes.

n.a. : Non applicable.

* Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière.

(1) Excluant l'impact de l'entente Canada-Québec sur le marché du travail entrée en vigueur en 1998-1999.

Les dépenses budgétaires devraient décroître de 1,2 % en 1999-2000, en raison principalement de dépenses extraordinaires de 1 170 millions de dollars inscrites en 1998-1999 à l'égard du plan de restructuration financière et de consolidation des établissements du réseau de la santé et des services sociaux et des investissements visant l'amélioration de la situation financière des universités. En excluant cet effet, les dépenses budgétaires devraient augmenter de 0,3 % en 1998-1999 et de 1,4 % en 1999-2000.

Les dépenses de programmes

En ce qui concerne les dépenses de programmes, elles devraient décroître de 2,4 % en 1999-2000 après avoir augmenté de 3,4 % en 1998-1999. Cependant, en excluant les dépenses extraordinaires inscrites en 1998-1999, la croissance des dépenses de programmes est de 0,1 % en 1998-1999 et de 0,8 % en 1999-2000. Ce taux de croissance est compatible avec l'objectif de maintenir le déficit à zéro en 1999-2000.

La croissance des dépenses de programmes devrait être de 2,2 % en 2000-2001, ce qui permettra de stabiliser le niveau des dépenses de programmes per capita, de maintenir le déficit à zéro et de réduire le fardeau fiscal.

TABLEAU 3.8

ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES (en millions de dollars)

	1998-99 ^P	99-2000 ^P	2000-01 ^P
Dépenses de programmes du budget 1999-2000	– 37 115	– 36 238	– 37 031
Variation en %	3,4 ⁽¹⁾	– 2,4	2,2
Moins : dépenses extraordinaires inscrites en 1998-1999			
❑ Plan de restructuration financière et de consolidation des établissements du réseau de la santé	1 000		
❑ Amélioration de la situation financière des universités	170		
Dépenses de programmes avant mesures extraordinaires en 1998-1999	– 35 945	– 36 238	– 37 031
Variation en %	0,1 ⁽¹⁾	0,8	2,2
Taux de croissance du PIB nominal en % *	2,0	2,9	4,2
Taux d'inflation au Canada en % *	0,9	1,5	1,6

P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes.

* Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière.

(1) Excluant l'impact de l'entente Canada-Québec sur le marché du travail entrée en vigueur en 1998-1999.

Les nouvelles initiatives affectant les dépenses

Globalement, les nouvelles initiatives affectant les dépenses annoncées dans le présent budget s'élèvent à 1 532 millions de dollars en 1998-1999 et à 1 145 millions de dollars en 1999-2000 :

- dans le secteur de la santé, le gouvernement investit 1 milliard de dollars additionnels en 1998-1999 pour appuyer le plan de restructuration financière et de consolidation des établissements du réseau. De cette somme, 700 millions de dollars serviront à éliminer la dette du réseau, alors que 300 millions de dollars de ressources additionnelles serviront à stabiliser le fonctionnement du réseau. Par ailleurs, des ressources additionnelles de 155 millions de dollars en 1998-1999 et de 592 millions de dollars en 1999-2000 sont prévues pour assurer et améliorer les services;
- dans le secteur de l'éducation, de nouveaux investissements de 207 millions de dollars sont prévus en 1998-1999, dont 170 millions de dollars pour améliorer la situation financière des universités et 30 millions de dollars pour l'achat de livres dans les bibliothèques scolaires et de dictionnaires et grammaires dans les écoles. Par ailleurs, les coûts de la réforme de l'éducation et de certaines autres initiatives totaliseront 7 millions de dollars en 1998-1999 et 51 millions de dollars en 1999-2000. Enfin, en 1999-2000, des ressources additionnelles de 342 millions de dollars seront investies pour préserver et accroître la qualité des services d'éducation;
- les autres mesures annoncées dans le présent budget totalisent 170 millions de dollars en 1998-1999 et 160 millions de dollars en 1999-2000. Ces mesures serviront principalement à favoriser la création d'emplois, à appuyer le développement local et régional et à soutenir les investissements dans la culture.

TABLEAU 3.9

NOUVELLES INITIATIVES DU BUDGET 1999-2000 À L'ÉGARD DES DÉPENSES DE PROGRAMMES
(en millions de dollars)

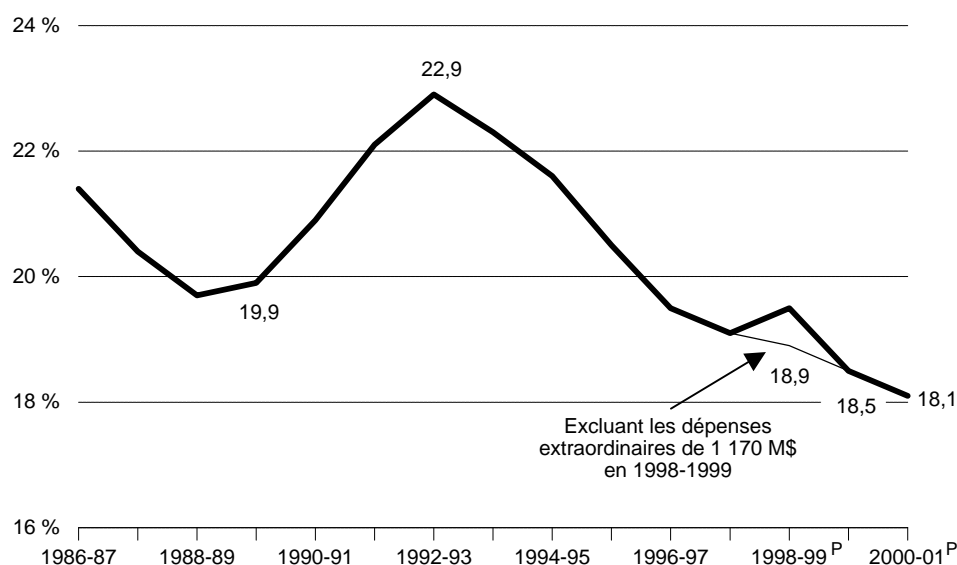
	1998-1999	1999-2000
Investissements additionnels dans le secteur de la santé et des services sociaux :		
❑ Plan de restructuration financière et de consolidation des établissements du réseau :		
– élimination de la dette du réseau	– 700	—
– ressources additionnelles pour stabiliser le fonctionnement du réseau	– 300	—
❑ Ressources additionnelles pour assurer et améliorer les services	– 155	– 592
	– 1 155	– 592
Investissements additionnels pour l'éducation et la jeunesse :		
❑ Amélioration de la situation financière des universités	– 170	—
❑ Réforme de l'éducation et autres	– 7	– 51
❑ Achat de livres, de dictionnaires et de grammaires	– 30	—
❑ Ressources additionnelles pour préserver et accroître la qualité des services d'éducation	—	– 342
	– 207	– 393
Autres mesures du budget 1999-2000	– 170	– 160
Total	– 1 532	– 1 145

Les orientations budgétaires et financières adoptées par le gouvernement au cours des dernières années ont conduit à une baisse importante du niveau des dépenses de programmes dans l'économie. Aujourd'hui, ce niveau est davantage compatible avec la capacité de payer des Québécoises et Québécois. Maintenant que le déficit zéro est atteint, il sera possible d'investir davantage dans les services à la population, tout en tenant compte des objectifs budgétaires et fiscaux poursuivis par le gouvernement.

Compte tenu des mesures annoncées dans le présent budget et des orientations poursuivies au cours des prochaines années, les dépenses de programmes du gouvernement devraient représenter 18,5 % du PIB en 1999-2000 et 18,1 % en 2000-2001.

GRAPHIQUE 3.6

DÉPENSES DE PROGRAMMES⁽¹⁾ (en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes.

(1) Données ajustées en excluant l'impact des mesures d'anticipation de dépenses effectuées de 1987-1988 à 1989-1990.

Mode de gestion des résultats nets des organismes consolidés

À la suite de la consolidation de nouveaux organismes au périmètre comptable du gouvernement, le mode de gestion des dépenses du gouvernement est modifié. Dorénavant, en plus de l'obligation de respecter le niveau des crédits qui lui aura été consenti, chaque ministère devra s'assurer que les organismes consolidés sous sa responsabilité atteignent leur cible de résultat net, soit l'écart entre leurs revenus et leurs dépenses.

Globalement, pour l'exercice financier 1999-2000, l'ensemble des revenus des organismes consolidés devrait excéder de 8 millions de dollars les dépenses prévues. En 2000-2001, un excédent de 111 millions de dollars est anticipé.

TABLEAU 3.10

RÉSULTAT NET DES ORGANISMES CONSOLIDÉS⁽¹⁾⁽²⁾
(en millions de dollars)

	1997-1998	1998-1999 ^P	1999-2000 ^P	2000-2001 ^P
Revenus autonomes	1 441	1 645	1 779	1 682
Transferts du gouvernement du Canada	318	290	249	230
Total des revenus	1 759	1 935	2 028	1 912
Dépenses d'opérations	- 1 147	- 1 367	- 1 355	- 1 131
Service de la dette	- 569	- 608	- 665	- 670
Total des dépenses	- 1 716	- 1 975	- 2 020	- 1 801
Résultat net	43	- 40	8	111

P : Résultats préliminaires pour 1998-1999 et prévisions pour les années suivantes.

(1) Excluant les entreprises du gouvernement comptabilisées à la valeur de consolidation.

(2) Excluant les transactions effectuées avec d'autres entités à l'intérieur du périmètre comptable du gouvernement.

Section 3

Annexe 3.1

Provenance et utilisation des excédents par rapport aux prévisions du Discours sur le budget 1998-1999

Lors du Discours sur le budget 1998-1999, un déficit de 1 200 millions de dollars était prévu pour l'exercice financier 1998-1999. Les résultats préliminaires indiquent que le déficit sera révisé à zéro, soit une amélioration de 1 200 millions de dollars par rapport à la prévision initiale. En 1999-2000, le déficit zéro sera atteint tel que prévu initialement.

Depuis le budget de l'an dernier, les revenus autonomes ont été révisés à la hausse de 1 164 millions de dollars en 1998-1999. Cette révision s'explique principalement par une meilleure performance économique qu'anticipé. En 1999-2000, la révision à la hausse des revenus autonomes s'établit à 651 millions de dollars.

En ce qui concerne les transferts fédéraux, ils ont été augmentés de 1 642 millions de dollars en 1998-1999, en raison essentiellement de revenus de péréquation additionnels de 1,4 milliard de dollars qui seront versés au cours du mois de mars 1999. Ces montants n'étant pas pleinement récurrents, les revenus de transferts fédéraux sont révisés de 616 millions de dollars en 1999-2000.

Du côté des dépenses budgétaires, elles sont révisées à la baisse de 58 millions de dollars en 1998-1999 et à la hausse de 107 millions de dollars en 1999-2000.

L'ensemble de ces révisions a permis de dégager des excédents, par rapport aux prévisions du Discours sur le budget 1998-1999, qui totalisent 2 864 millions de dollars en 1998-1999 et 1 066 millions de dollars en 1999-2000.

Ces excédents ont été utilisés en priorité pour éliminer le déficit budgétaire dès 1998-1999.

Par ailleurs, des sommes totalisant 1,7 milliard de dollars sur deux ans ont été investies dans le secteur de la santé et des services sociaux, dont 1 155 millions de dollars en 1998-1999 et 592 millions de dollars en 1999-2000 :

— 700 millions de dollars seront investis pour éliminer la dette du réseau;

- 300 millions de dollars serviront à stabiliser le fonctionnement du réseau;
- 747 millions de dollars sur deux ans seront alloués pour assurer et améliorer les services directs à la population.

Pour l'éducation et la jeunesse, 600 millions de dollars seront investis sur deux ans, dont 207 millions de dollars dès 1998-1999, notamment pour améliorer la situation financière des universités. En 1999-2000, 342 millions de dollars seront injectés pour préserver et accroître la qualité des services alors que la réforme de l'éducation et les autres initiatives totaliseront 51 millions de dollars.

Enfin, des sommes de 383 millions de dollars sur deux ans ont été investies en faveur notamment de la création d'emplois dans différents secteurs d'activité économique.

TABLEAU 3.1.1

**PROVENANCE ET UTILISATION DES EXCÉDENTS PAR RAPPORT
AUX PRÉVISIONS DU DISCOURS SUR LE BUDGET 1998-1999**
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	Total
Déficit prévu au Discours sur le budget 1998-1999	- 1 200	0	
PROVENANCE DES EXCÉDENTS :			
<input type="checkbox"/> Revenus autonomes	1 164	651	
<input type="checkbox"/> Transferts fédéraux	1 642 ⁽¹⁾	616	
<input type="checkbox"/> Dépenses budgétaires	58	- 107	
<input type="checkbox"/> Mesures à identifier au Discours sur le budget 1998-1999 pour respecter la cible de déficit zéro en 1999-2000	—	- 94	
Excédents par rapport au Discours sur le budget 1998-1999	2 864	1 066	3 930
UTILISATION DES EXCÉDENTS :			
1. Élimination du déficit dès 1998-1999	- 1 200	—	- 1 200
2. Investissements additionnels dans le secteur de la santé et des services sociaux :			
<input type="checkbox"/> Élimination de la dette du réseau	- 700	—	
<input type="checkbox"/> Ressources additionnelles pour stabiliser le fonctionnement du réseau	- 300	—	
<input type="checkbox"/> Ressources additionnelles pour assurer et améliorer les services	- 155	- 592	
	- 1 155	- 592	- 1 747
3. Investissements additionnels pour l'éducation et la jeunesse :			
<input type="checkbox"/> Amélioration de la situation financière des universités	- 170	—	
<input type="checkbox"/> Réforme de l'éducation et autres	- 7	- 51	
<input type="checkbox"/> Achat de livres, de dictionnaires et de grammaires	- 30	—	
<input type="checkbox"/> Ressources additionnelles pour préserver et accroître la qualité des services d'éducation	—	- 342	
	- 207	- 393	- 600
4. Investissements pour favoriser la création d'emplois, l'innovation et autres éléments :			
<input type="checkbox"/> Valorisation-Recherche Québec	- 100	—	
<input type="checkbox"/> Innovation Québec	—	- 32	
<input type="checkbox"/> Autres ⁽²⁾	- 202	- 49	
	- 302	- 81	- 383
Déficit prévu au Discours sur le budget 1999-2000	0	0	

(1) Dont 1,4 milliard de dollars de revenus de péréquation qui seront versés au cours du mois de mars 1999.

(2) Incluant les investissements pour favoriser le développement régional et local et le développement culturel ainsi que pour le relèvement des bases budgétaires.

Section 3

Annexe 3.2

Informations additionnelles sur les revenus budgétaires en 1999-2000

Les revenus du gouvernement du Québec devraient totaliser 45 192 millions de dollars en 1999-2000. Ces revenus proviennent de deux sources : les revenus autonomes et les revenus de transferts fédéraux.

Les revenus autonomes représentent près de 85 % des revenus du gouvernement

En 1999-2000, les revenus autonomes du gouvernement du Québec devraient s'élever à 38 284 millions de dollars, soit 84,7 % des revenus budgétaires. Les revenus autonomes peuvent être classés en trois catégories. Ils sont d'abord constitués des revenus fiscaux, composés essentiellement de l'impôt sur le revenu des particuliers, des impôts des sociétés et des taxes à la consommation. Ils comprennent également les revenus non fiscaux, comme les différents droits et permis (droits d'immatriculation, permis de chasse et de pêche, etc.), les revenus divers (intérêts, recouvrements, ventes de biens et services, amendes, etc.) et les revenus des organismes consolidés. Enfin, ils incorporent les revenus provenant des entreprises du gouvernement, tels ceux d'Hydro-Québec, de Loto-Québec et de la Société des alcools du Québec.

TABLEAU 3.2.1

REVENUS BUDGÉTAIRES EN 1999-2000^P

	En M \$	En %
Revenus autonomes	38 284	84,7
Transferts fédéraux	6 908	15,3
	45 192	100,0

P : Prévisions.

Les revenus fiscaux constituent l'essentiel des revenus autonomes

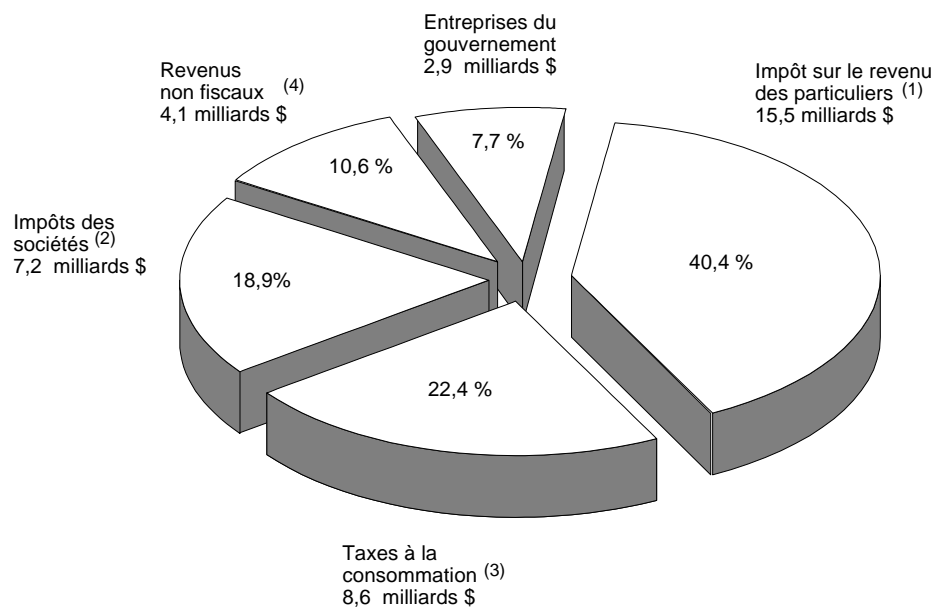
En 1999-2000, l'impôt sur le revenu des particuliers constituera la principale source de revenus autonomes (40,4 %), suivie des taxes à la consommation (22,4 %) et des impôts des sociétés (18,9 %). Ces trois sources, qui composent les revenus fiscaux, représentent 81,7 % de l'ensemble des revenus autonomes.

Pour le reste, les revenus autonomes seront constitués des revenus provenant des entreprises du gouvernement (7,7 %) et des revenus non fiscaux (10,6 %) qui incluent notamment la tarification des services gouvernementaux et les revenus des organismes consolidés.

GRAPHIQUE 3.2.1

RÉPARTITION DES REVENUS AUTONOMES PAR SOURCE EN 1999-2000^P

Total : 38,3 milliards \$



P : Prévisions.

(1) Incluant les cotisations des particuliers au Fonds des services de santé.

(2) Incluant les cotisations des sociétés au Fonds des services de santé.

(3) Incluant les droits sur les boissons alcooliques.

(4) Incluant les revenus des organismes consolidés.

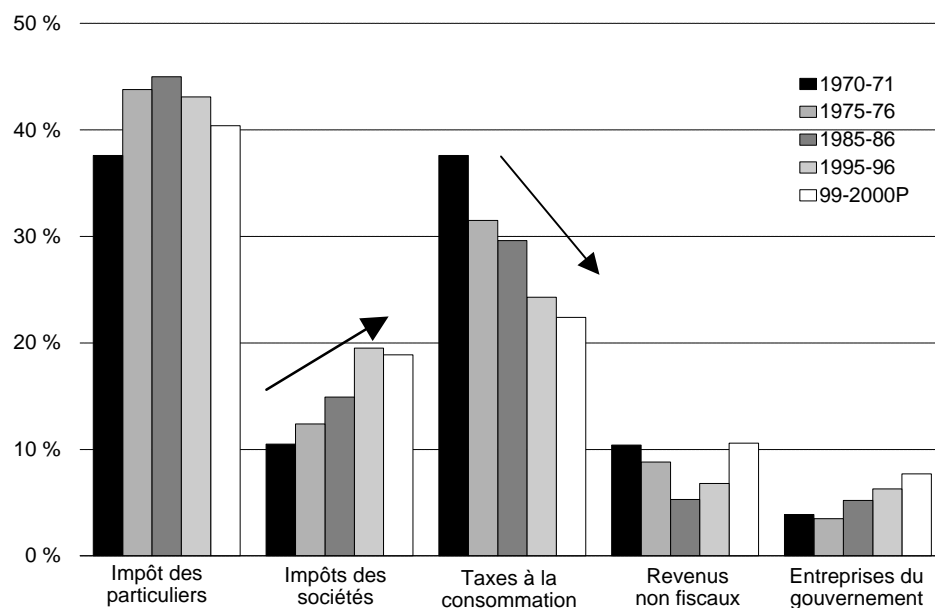
Les impôts des sociétés représentent une part de plus en plus importante des revenus

La composition des revenus autonomes a été modifiée sensiblement au fil des ans. La part de l'impôt sur le revenu des particuliers a diminué au cours des deux dernières décennies. À l'opposé, la part des impôts des sociétés s'est accrue sensiblement; elle a presque doublé depuis 1970-1971. Par ailleurs, celle des taxes à la consommation a diminué de manière importante, passant de 37,6 % en 1970-1971 à 22,4 % en 1999-2000.

Quant aux revenus des entreprises du gouvernement et aux revenus non fiscaux, leur importance s'est accrue au cours des dernières années en raison notamment de l'amélioration de la rentabilité des sociétés d'État et d'une meilleure tarification des services gouvernementaux. De plus, l'ajout au périmètre gouvernemental des revenus des organismes consolidés depuis 1997-1998 a contribué à augmenter de façon significative la part de ces deux sources de revenus dans le total des revenus autonomes.

GRAPHIQUE 3.2.2

ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES PAR SOURCE (en pourcentage du total)



P : Prévisions.

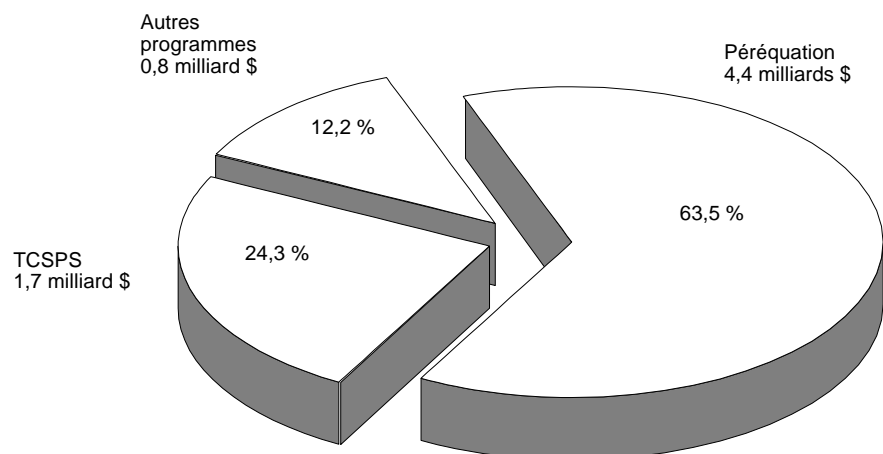
La péréquation représente près des deux tiers des transferts fédéraux

Les revenus du gouvernement du Québec comprennent également les transferts fédéraux. En 1999-2000, ces transferts atteindront 6 908 millions de dollars, soit 15,3 % des revenus budgétaires. Les transferts fédéraux comprennent la péréquation, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et, également, les revenus provenant de plusieurs ententes à frais partagés entre le Québec et le gouvernement fédéral.

GRAPHIQUE 3.2.3

RÉPARTITION DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX PAR SOURCE EN 1999-2000^P

Total : 6,9 milliards \$



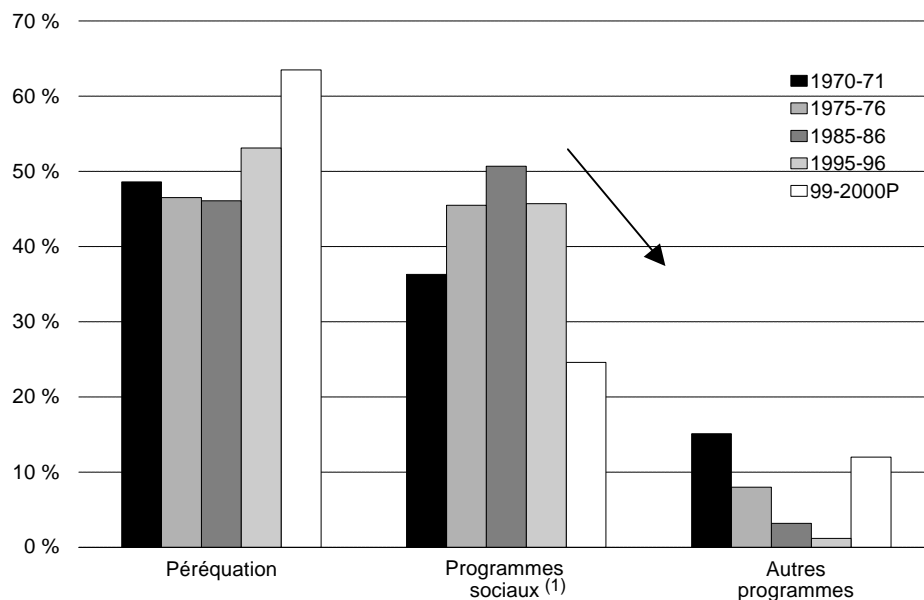
P : Prévisions.

Baisse importante de la part des transferts fédéraux pour la santé et les services sociaux

Tel que l'illustre le graphique suivant, la part des transferts financiers fédéraux pour la santé, l'éducation postsecondaire et les services sociaux a subi une baisse importante depuis le début des années quatre-vingt. Cette baisse s'est accélérée récemment en raison de la mise en place du TCSPS en 1996-1997, qui fut accompagnée d'une diminution importante de la contribution fédérale au titre du financement des programmes sociaux.

GRAPHIQUE 3.2.4

ÉVOLUTION DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX PAR SOURCE (en pourcentage du total)



P : Prévisions.

(1) Transferts financiers seulement (excluant l'abattement spécial du Québec).

Les revenus autonomes représentent une part croissante des revenus budgétaires

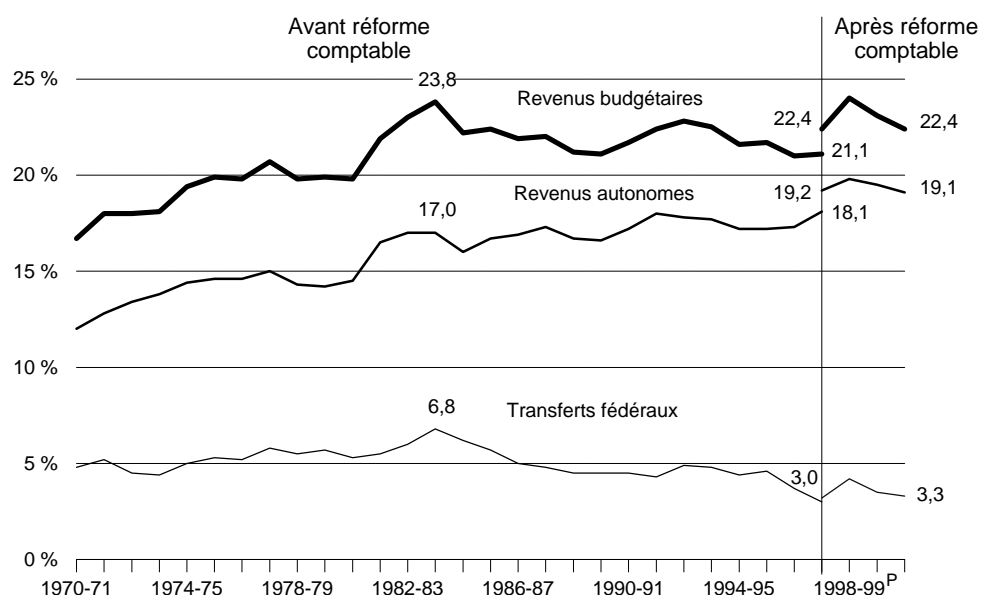
Depuis le début des années quatre-vingt, les revenus budgétaires représentent une part relativement constante du PIB, bien que ce ratio ait augmenté à compter de 1997-1998 à la suite de la consolidation au périmètre gouvernemental de certains organismes.

On note toutefois que la part des revenus autonomes s'est accrue au cours de cette période, alors que celle des transferts fédéraux a chuté en raison des coupures fédérales au titre du financement des programmes sociaux.

GRAPHIQUE 3.2.5

ÉVOLUTION DES REVENUS BUDGÉTAIRES

(en pourcentage du PIB)



P : Prévisions.

Section 3

Annexe 3.3

Informations additionnelles sur la situation financière du gouvernement du Québec

TABLEAU 3.3.1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES⁽¹⁾

(en millions de dollars)

	Opérations budgétaires				
	Revenus Autonomes	Transferts fédéraux	Total des revenus	Dépenses	Déficit
Avant réforme de la comptabilité gouvernementale					
1970-1971	2 747	1 095	3 842	- 3 987	- 145
1971-1972	3 183	1 294	4 477	- 4 832	- 355
1972-1973	3 743	1 262	5 005	- 5 352	- 347
1973-1974	4 360	1 377	5 737	- 6 396	- 659
1974-1975	5 352	1 872	7 224	- 7 666	- 442
1975-1976	6 093	2 224	8 317	- 9 268	- 951
1976-1977	7 110	2 523	9 633	- 10 809	- 1 176
1977-1978	7 986	3 090	11 076	- 11 780	- 704
1978-1979	8 507	3 271	11 778	- 13 276	- 1 498
1979-1980	9 442	3 757	13 199	- 15 599	- 2 400
1980-1981	10 736	3 899	14 635	- 18 116	- 3 481
1981-1982	13 430	4 479	17 909	- 20 530	- 2 621
1982-1983	14 643	5 178	19 821	- 22 284	- 2 463
1983-1984	15 662	6 235	21 897	- 24 061	- 2 164
1984-1985	16 098	6 247	22 345	- 26 218	- 3 873
1985-1986	18 030	6 190	24 220	- 27 693	- 3 473
1986-1987	19 796	5 839	25 635	- 28 607	- 2 972
1987-1988	22 248	6 131	28 379	- 30 775	- 2 396
1988-1989	23 647	6 403	30 050	- 31 754	- 1 704
1989-1990	24 726	6 693	31 419	- 33 183	- 1 764
1990-1991	26 490	6 992	33 482	- 36 457	- 2 975
1991-1992	28 193	6 766	34 959	- 39 260	- 4 301
1992-1993	28 154	7 782	35 936	- 40 966	- 5 030
1993-1994	28 805	7 780	36 585	- 41 508	- 4 923
1994-1995	29 451	7 510	36 961	- 42 775	- 5 814
1995-1996	30 641	8 142	38 783	- 42 734	- 3 951
1996-1997	31 170	6 719	37 889	- 41 106	- 3 217
1997-1998	33 779	5 672	39 451	- 41 496	- 2 045
Après réforme de la comptabilité gouvernementale					
1997-1998	35 815	5 990	41 805	- 43 982	- 2 177
1998-1999 ^P	37 738	8 002	45 740	- 45 740	0

P : Résultats préliminaires pour 1998-1999.

(1) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

Opérations non budgétaires					Besoins financiers nets
Placements, prêts et avances	Immobilisations	Régimes de retraite	Autres comptes	Surplus	
- 73	—	2	26	- 45	- 190
- 63	—	1	113	51	- 304
- 53	—	- 1	18	- 36	- 383
- 122	—	25	459	362	- 297
- 146	—	104	319	277	- 165
- 186	—	109	622	545	- 406
- 183	—	187	- 161	- 157	- 1 333
- 229	—	265	- 488	- 452	- 1 156
- 189	—	316	119	246	- 1 252
- 188	—	683	551	1 046	- 1 354
- 56	—	822	416	1 182	- 2 299
- 586	—	1 007	71	492	- 2 129
- 761	—	1 051	- 40	250	- 2 213
- 672	—	1 057	- 436	- 51	- 2 215
- 167	—	1 183	887	1 903	- 1 970
40	—	1 269	493	1 802	- 1 671
- 380	—	1 355	260	1 235	- 1 737
- 680	—	2 203	- 493	1 030	- 1 366
- 670	—	1 634	- 265	699	- 1 005
- 516	—	1 164	300	948	- 816
- 458	—	1 874	77	1 493	- 1 482
- 411	—	1 916	141	1 646	- 2 655
- 490	—	1 525	82	1 117	- 3 913
- 623	—	1 668	52	1 097	- 3 826
- 1 142	—	1 509	571	938	- 4 876
- 287	—	1 701	- 411	1 003	- 2 948
- 792	—	1 928	- 55	1 081	- 2 136
- 543	—	1 746	- 131	1 072	- 973
- 1 315	- 214	1 888	443	802	- 1 375
- 1 341	- 246	919	1 053	385	385

TABLEAU 3.3.2

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DETTE TOTALE À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE⁽¹⁾

	Dette directe ⁽²⁾		Régimes de retraite ⁽³⁾		Dette totale	
	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB	En millions de dollars	En % du PIB
Avant réforme de la comptabilité gouvernementale						
1970-1971	2 478	10,8	—	—	2 478	10,8
1971-1972	2 920	11,8	—	—	2 920	11,8
1972-1973	3 309	11,9	—	—	3 309	11,9
1973-1974	3 679	11,6	—	—	3 679	11,6
1974-1975	4 030	10,8	67	0,2	4 097	11,0
1975-1976	4 955	11,8	179	0,4	5 134	12,3
1976-1977	6 035	12,4	354	0,7	6 389	13,1
1977-1978	7 111	13,3	620	1,2	7 731	14,5
1978-1979	8 325	14,0	915	1,5	9 240	15,5
1979-1980	9 472	14,3	1 598	2,4	11 070	16,7
1980-1981	12 247	16,6	2 420	3,3	14 667	19,9
1981-1982	14 184	17,4	3 428	4,2	17 612	21,6
1982-1983	16 485	19,1	4 489	5,2	20 974	24,3
1983-1984	18 880	20,5	5 545	6,0	24 425	26,5
1984-1985	21 216	21,1	6 729	6,7	27 945	27,8
1985-1986	23 633	21,8	7 998	7,4	31 631	29,2
1986-1987	25 606	21,8	9 353	8,0	34 959	29,8
1987-1988	26 819	20,8	10 883	8,4	37 702	29,2
1988-1989	27 091	19,1	12 597	8,9	39 688	28,0
1989-1990	27 699	18,6	14 320	9,6	42 019	28,2
1990-1991	29 637	19,2	16 227	10,5	45 864	29,7
1991-1992	33 106	21,2	18 143	11,6	51 249	32,8
1992-1993	39 231	24,9	19 668	12,5	58 899	37,3
1993-1994	45 160	27,8	20 483	12,6	65 643	40,4
1994-1995	52 468	30,7	21 997	12,9	74 465	43,5
1995-1996	52 886	29,6	23 624	13,2	76 510	42,8
1996-1997	52 625	29,1	25 461	14,1	78 086	43,2
1997-1998	53 311	28,5	27 135	14,5	80 446	43,1
Après réforme de la comptabilité gouvernementale						
1997-1998	57 294	30,7	40 438	21,7	97 732	52,3
1998-1999 ^P	59 559 ⁽⁴⁾	31,3	40 327	21,2	99 886 ⁽⁴⁾	52,4

P : Résultats préliminaires pour 1998-1999.

(1) Données ajustées en excluant l'impact des mesures d'anticipation de dépenses effectuées de 1987-1988 à 1989-1990.

(2) Comprend les bons du trésor, les billets de trésorerie et la dette à long terme. À compter de 1976-1977, la dette en monnaies étrangères est exprimée en équivalent canadien selon les taux de change au 31 mars de l'année financière considérée.

(3) Solde du compte des régimes de retraite moins le montant accumulé dans le Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

(4) Excluant des emprunts de 2 814 millions de dollars effectués par anticipation en 1998-1999.

TABLEAU 3.3.3

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SERVICE DE LA DETTE⁽¹⁾

	Service de la dette directe		Intérêts sur le compte des régimes de retraite ⁽²⁾		Service de la dette totale	
	En millions de dollars	En % des revenus budgétaires	En millions de dollars	En % des revenus budgétaires	En millions de dollars	En % des revenus budgétaires
Avant réforme de la comptabilité gouvernementale						
1970-1971	197	5,1	—	—	197	5,1
1971-1972	210	4,7	—	—	210	4,7
1972-1973	242	4,8	—	—	242	4,8
1973-1974	288	5,0	—	—	288	5,0
1974-1975	296	4,1	—	—	296	4,1
1975-1976	368	4,4	—	—	368	4,4
1976-1977	456	4,7	—	—	456	4,7
1977-1978	606	5,5	—	—	606	5,5
1978-1979	763	6,5	54	0,5	817	6,9
1979-1980	882	6,7	88	0,7	970	7,3
1980-1981	1 217	8,3	165	1,1	1 382	9,4
1981-1982	1 686	9,4	264	1,5	1 950	10,9
1982-1983	1 921	9,7	379	1,9	2 300	11,6
1983-1984	2 031	9,3	480	2,2	2 511	11,5
1984-1985	2 414	10,8	598	2,7	3 012	13,5
1985-1986	2 648	10,9	706	2,9	3 354	13,8
1986-1987	2 754	10,7	802	3,1	3 556	13,9
1987-1988	2 751	9,7	924	3,3	3 675	12,9
1988-1989	2 665	8,9	1 071	3,6	3 736	12,4
1989-1990	2 829	9,0	1 252	4,0	4 081	13,0
1990-1991	3 026	9,0	1 411	4,2	4 437	13,3
1991-1992	3 222	9,2	1 444	4,1	4 666	13,3
1992-1993	3 475	9,7	1 281	3,6	4 756	13,2
1993-1994	3 750	10,3	1 566	4,3	5 316	14,5
1994-1995	4 325	11,7	1 549	4,2	5 874	15,9
1995-1996	4 291	11,1	1 747	4,5	6 038	15,6
1996-1997	3 911	10,3	1 949	5,1	5 860	15,5
1997-1998	3 780	9,6	2 106	5,3	5 886	14,9
Après réforme de la comptabilité gouvernementale						
1997-1998	4 395	10,5	2 965	7,1	7 360	17,6
1998-1999 ^P	4 844	10,6	2 414	5,3	7 258	15,9

P : Résultats préliminaires pour 1998-1999.

(1) Données ajustées en excluant l'impact des mesures d'anticipation de dépenses effectuées de 1987-1988 à 1989-1990.

(2) Montant des intérêts imputés sur le compte des régimes de retraite moins les revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite.